



Président : M. Jorge E. ILLUECA (Panama).

POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain
(suite) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*;
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports;
- c) Rapport du Secrétaire général

1. M. dos SANTOS (Mozambique) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, j'ai le plaisir de prendre la parole devant l'Assemblée générale alors que vous en dirigez les travaux avec sagesse et compétence.

2. Cette assemblée de nations se réunit une fois encore pour discuter de l'odieux système d'*apartheid* et de ségrégation raciale. Cette politique malencontreuse, que la communauté internationale a condamnée en tant que crime contre l'humanité est, sans aucun doute, la source du colonialisme dans la région, de l'oppression et de la répression brutales, de souffrances et d'une tension généralisée. Le capitalisme et l'impérialisme mondiaux sont intimement liés à ce crime impardonnable.

3. C'est un problème souvent débattu qui suscite un fort sentiment de répulsion, de révolte et d'indignation chez les individus et les nations. C'est un déni ouvert, flagrant et constant des droits de l'homme et des droits démocratiques et une violation des principes de liberté, d'indépendance, de libération, de justice, d'égalité et de dignité humaine. La politique et les pratiques odieuses de l'*apartheid* sont une atteinte à la personne humaine et à sa dignité; elles étouffent l'intelligence et l'âme des hommes, des femmes et des enfants, sans égard à la couleur de leur peau. Elles « animalisent » l'être humain — si je puis inventer ce mot.

4. Dès que le Race Classification Board a classé un être humain dans une certaine catégorie, son avenir social, politique et économique est préétabli. C'est le Board qui décide qui doit être traité comme un être humain, comme un animal ou comme quelque chose d'intermédiaire. Si vous êtes blanc, vous êtes humain, mais si vous êtes noir votre sort, dans une certaine mesure, est pire que celui d'un chien.

5. Les personnes dites métissées, les Indiens, les autres Asiatiques, les Chinois et les Malais ne sont ni l'un ni l'autre; ils sont entre les deux : moitié humain, moitié animal, mais ce ne sont pas des sirènes. Dommage, car si tel était le cas ils pourraient au moins attirer les marins.

6. Il y a aussi les Blancs honoraires : les Japonais. Et il y a ceux qui vont acheter au Classification Board un billet pour cet affreux jeu racial. D'autres sont sur la liste d'attente d'un avion de ligne racial.

7. Les Blancs et les Noirs ont tout au moins une chose en commun : ils ont une couleur. Mais les Indiens, autres Asiatiques, Chinois et Malais ont moins de chance : ils

n'ont pas de couleur. On reconnaît que ceux que l'on appelle des Métis ont une couleur, bien qu'elle ne soit pas déterminée.

8. La promotion et la rétrogradation sont aussi possibles et sont effectuées par un système dit de reclassement. La promotion est très rare. Pouvez-vous imaginer la tragédie sociale qui survient lorsqu'un individu qui, d'habitude, est considéré comme Blanc est reclassé comme Métis ?

9. L'Afrique du Sud doit être un pays singulièrement privilégié dans ce monde. Les aveugles n'y sont jamais complètement aveugles. Ils peuvent distinguer les couleurs, du moins certaines couleurs : le Blanc, le Noir, le Métis, l'Indien, d'autres Asiatiques, le Malais, le Chinois, etc. Lorsque le cœur du Boer hésite, il devient immédiatement aveugle. La barrière de la couleur disparaît comme par enchantement. La barrière et la couleur sont introuvables. Après tout, le cœur du Cafre n'est pas noir, mais rouge. Dans l'histoire des greffes du cœur dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid*, celui qui reçoit est toujours blanc et le donneur toujours non blanc. Les non-Blancs en Afrique du Sud ne sont pas si pauvres, après tout; ils sont riches de cœur, dans tous les sens du terme.

10. N'étaient-ce les indicibles souffrances humaines qu'entraîne ce système la situation serait risible.

11. Le système d'*apartheid* continue de prospérer 38 ans après la création de l'Organisation des Nations Unies et 35 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'*apartheid* est la violation la plus odieuse, la plus haineuse et la plus flagrante des droits de l'homme.

12. Certains pays représentés dans cette salle sont complices de cette politique et de cette pratique inhumaines et avilissantes.

13. Il est maintenant évident que les investissements de certains pays occidentaux en Afrique du Sud dépassent de loin ce qui avait été prévu. A l'origine, l'estimation pour un seul pays occidental était de 2,6 milliards de dollars, alors qu'elle est en fait de 14,6 milliards de dollars. Il n'est pas étonnant que la poule aux œufs d'or qu'est l'Afrique du Sud doive être conservée, surveillée et protégée avec soin.

14. Depuis les années 70, l'Afrique du Sud a été traitée comme un proscrit, un paria, et c'est bien ce qu'elle est. Cependant, récemment, certains pays occidentaux respectés cherchent fiévreusement à inverser cette tendance.

15. Les échanges économiques, culturels, diplomatiques et sportifs augmentent, tout comme les nouveaux postes consulaires créés. On laisse entendre que certains missiles à grande portée trouveront un accueil chaleureux dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid*. Bien que le régime raciste refuse de signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [résolution 2373 (XXII), annexe], les techniques nucléaires continuent d'affluer.

16. Voyons les faits. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1960, le budget militaire de l'Afrique du Sud était de 44 millions de rands. En 1980, il dépassait 2,1 milliards de rands. La force militaire et paramilitaire était passée, pendant la même période, de 78 000 à 494 000 soldats. Ce chiffre ne comprend pas les 180 000 soldats

qui représentent la prétendue force opérationnelle permanente. D'une façon générale, le régime d'*apartheid* dispose d'un contingent de près de 600 000 hommes, bien entraînés et bien équipés.

17. Il ne fait aucun doute que l'Afrique du Sud dispose de la plus grande armée d'Afrique. Aucune autre ne peut lui être comparée en Afrique. Le régime d'*apartheid* a une industrie militaire qui dépasse ses besoins de défense, car il exporte maintenant des armes, des chars, des avions et autres équipements militaires perfectionnés.

18. Les droits de l'homme sont sacrifiés sur l'autel de la défense des voies maritimes. Nous savons tous que c'est la main-d'œuvre à bon marché et les richesses minérales de l'Afrique du Sud et de la Namibie qui sont derrière la toile raciale compliquée tissée par les racistes sud-africains et leurs suppôts à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

19. Les pertes en vies humaines et les souffrances qui en ont résulté sont atterrantes. Plus de 2 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été déracinés de leurs foyers situés dans des zones réservées aux Blancs seulement et exilés dans des camps de réinstallation surpeuplés situés dans des terres arides, où 50 p. 100 des enfants de moins de cinq ans meurent de malnutrition et de maladie. Treize pour cent seulement de la plupart des terres arides sont réservées à plus de 70 p. 100 de la population sud-africaine. Plus de 200 000 personnes sont arrêtées chaque année pour avoir violé la loi sur les laissez-passer qui contrôle le déplacement des Noirs dans les zones urbaines. Ces personnes sont emprisonnées ou condamnées aux travaux forcés. Des milliers de personnes sont arrêtées ou déportées chaque année dans des camps pour avoir participé à des grèves organisées par des syndicats indépendants afin d'obtenir un salaire décent, des conditions humaines de travail et le droit de vivre avec leurs familles. Des milliers de personnes sont tuées en résistant à l'arrestation, tandis que d'autres, qui sont en garde à vue, sont pendues, meurent sous les coups, ou bien se jettent par la fenêtre. Chaque année, des centaines d'autres — y compris des enfants d'âge scolaire, des femmes enceintes et des personnes âgées — survivent à leur détention mais connaissent des tortures physiques et psychologiques prolongées ou permanentes.

20. Le même sort a été réservé à la population namibienne. Malgré tous les efforts déployés par la communauté internationale, la Namibie n'est toujours pas libre et son peuple continue d'être asservi.

21. Alors que les peuples, les gouvernements et les pays d'Afrique australe, individuellement ou ensemble, mènent une lutte héroïque pour se débarrasser des séquelles du colonialisme, alors qu'ils se préparent à un futur leur offrant de larges perspectives et de meilleures conditions de vie, alors qu'ils s'efforcent de surmonter le retard et la misère, ils se trouvent en butte à une agression flagrante et non provoquée, à la pression économique, au sabotage et à l'occupation.

22. La pression politique, économique et militaire que l'Afrique du Sud exerce sur les Etats voisins ne fait qu'augmenter. Une partie du territoire angolais est occupée et sa population subit l'humiliation. Le Botswana, la Zambie, le Zimbabwe et le Mozambique sont les victimes d'une agression constante directe ou par le biais de bandits armés formés, équipés, financés et approvisionnés par l'Afrique du Sud raciste. Récemment, l'Afrique du Sud a eu recours à une pression brutale et à un blocus contre le Lesotho sans défense. Les réfugiés du régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud n'ont pu trouver un abri sûr au Lesotho. Malgré cette violation flagrante du droit international et de sa pratique, très peu de voix se sont élevées pour protester.

23. Il n'est donc guère étonnant que le Conseil de sécurité ait reconnu la lutte du peuple sud-africain comme étant une lutte juste et légitime. Les résolutions 392 (1976) et 473 (1980) du Conseil de sécurité, qui ont été adoptées à l'unanimité, reconnaissent et réaffirment la légitimité de la lutte que mène le peuple sud-africain pour éliminer l'*apartheid* et la discrimination raciale.

24. Le monde oublie facilement les souffrances et les tourments de ceux qui subissent chaque jour des sévices de la part du régime sud-africain. En faisant en sorte que le monde détourne les yeux, le régime de Pretoria a présenté une forme d'*apartheid* plus acceptable en accordant un pouvoir politique symbolique aux Indiens et aux Métis.

25. On en est venu à considérer l'*apartheid* comme un système trop odieux, démodé, inutile et même dangereux pour les intérêts économiques plus généraux et plus vastes du capitalisme international. D'où la nécessité de blanchir l'*apartheid*; d'où les prétendues réformes constitutionnelles, qui ne sont ni des réformes ni constitutionnelles.

26. On a dit que de nombreuses personnes avaient été arrêtées durant la période qui a immédiatement précédé le prétendu référendum. Afin de créer un climat favorable à l'adoption du projet de prétendues réformes constitutionnelles, le régime de Pretoria a, entre autres choses, fait circuler certaines rumeurs selon lesquelles l'African National Congress d'Afrique du Sud [ANC] projetait de faire assassiner le premier ministre Pieter Botha. L'ANC a nié avoir jamais envisagé une telle mesure. Pieter Botha a lancé de vibrants appels aux électeurs, leur demandant instamment de voter de manière plus positive, tout vote négatif revenant à prendre parti pour l'ANC.

27. Quarante et un pour cent seulement des 2,7 millions d'électeurs blancs ont voté en faveur des prétendues réformes, et 63 p. 100 seulement des électeurs inscrits sur les listes électorales ont participé aux élections. Bien que le résultat du référendum ait été favorable aux propositions de Botha, il est intéressant de constater que 37 p. 100 de l'électorat a décidé de ne pas participer au vote et que 22 p. 100 a voté contre, ce qui représente au total 59 p. 100 des électeurs. Ce n'est qu'en comptant les votes positifs et les votes négatifs que Botha peut prétendre que 66 p. 100 des votes sont positifs contre 34 p. 100 de votes négatifs. Il convient de rappeler que, lors du référendum de 1960, la participation fut massive, 91 p. 100 de l'électorat ayant pris part au vote. Aux élections parlementaires de 1981, cette participation est tombée à 67 p. 100. Les 41 p. 100, qui représentaient 1,1 million d'électeurs, ont pris une décision engageant l'avenir de 30 millions de Sud-Africains. Parmi eux, 24,7 millions étaient des Noirs, 2,5 millions étaient des Métis ou encore ce qu'on appelle des gens « de couleur » et 850 000 étaient des Asiatiques, toutes personnes auxquelles il était interdit de participer au vote en raison de leur couleur.

28. Les personnes dites « de couleur » et les Indiens, en tant que groupes, ont fermement, totalement et sans équivoque refusé de participer à ce qui a clairement pour but d'étayer le système d'*apartheid* et va à l'encontre de leurs propres intérêts. Bien que l'intention du régime d'*apartheid* soit d'essayer de convaincre le monde qu'il jouit de l'assentiment des personnes dites « de couleur » et des Indiens, il n'en demeure pas moins que quelques dirigeants seulement — les vendus — ont accepté de participer à cette farce. La grande majorité des déshérités se rend compte que les prétendues propositions constitutionnelles sont conçues pour diviser les opprimés pour pouvoir mieux régner sur eux. Le système d'*apartheid*, comme un cancer, ne peut être guéri par l'injection de cellules malades. Il est condamné à l'échec certain et à la mort.

29. C'est à cela qu'a applaudi une insignifiante minorité d'ultras en tant que mesure dans la bonne direction. On ne peut nier que, pour eux, il s'agit bien d'un pas dans la bonne direction, pour ce qui est de se remplir les poches. Pour la Namibie et l'Angola, cela signifie une occupation et une agression continues et, pour tous les Etats de l'Afrique australe, l'agression, le sabotage, la mort, la destruction et la misère.

30. Six commandements militaires ont été mis en place par les racistes sud-africains le long de la frontière du Mozambique. Plusieurs bases militaires et aériennes sont en cours de construction. Alors même que je parle, de vastes concentrations de troupes sud-africaines sont massées le long de la frontière commune. Mais pour les 25,3 millions d'Africains, les personnes dites « de couleur », les Asiatiques et les autres, le principe fondamental du régime d'*apartheid* reste le même : le racisme à l'état pur, qui provoque toujours plus de pauvreté, d'humiliation, de terreur policière et de brutalité.

31. Les actes des autorités de l'*apartheid* et de leurs partisans à l'étranger montrent clairement que, en dépit des affirmations selon lesquelles ils croient à la démocratie et aux droits de l'homme et qu'ils les mettent en pratique, l'élimination de l'*apartheid* ne se fera que grâce à une démarche dynamique. Il n'y a pas d'autre choix.

32. Que l'*apartheid* puisse brutaliser l'esprit et l'âme de l'Afrique du Sud est compréhensible, mais on ne saurait comprendre que le monde entier se laisse brutaliser. Je suis sûr que tel n'est pas le cas maintenant et que cela ne saurait se produire à l'avenir.

33. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Conformément à la décision adoptée par l'Assemblée générale à sa quatrième séance, le 23 septembre 1983, je donne maintenant la parole au représentant du Pan Africanist Congress of Azania.

34. M. EBRAHIM (Pan Africanist Congress of Azania) [*interprétation de l'anglais*] : Depuis plus de 30 ans, les Nations Unies discutent la politique d'*apartheid* du régime raciste et illégal d'Afrique du Sud. Pendant ces 30 ans, les Nations Unies ont condamné la politique poursuivie par le régime raciste minoritaire illégal et à juste titre ont qualifié l'*apartheid* de crime contre l'humanité. Bien que les Nations Unies, traduisant l'opinion quasi unanime de la communauté internationale, n'aient cessé de condamner énergiquement l'*apartheid* et de réclamer son élimination totale, les racistes sud-africains ont systématiquement poursuivi une politique visant à consolider l'*apartheid*. Les appels lancés par la communauté internationale aux racistes pour qu'ils éliminent ce régime odieux sont donc tombés dans l'oreille de sourds.

35. Le 2 novembre 1982, l'électorat blanc a été invité à voter lors d'un référendum sur les propositions constitutionnelles. Les prétendues propositions constitutionnelles ont été qualifiées dans certains milieux de « pas dans la bonne direction », ce qui laisse entendre que les racistes s'écarteraient de cette politique odieuse et universellement condamnée qu'on appelle l'*apartheid*. Cependant, si l'on examine de près les dispositions des propositions constitutionnelles, on peut voir que, loin de s'écarter de l'*apartheid*, ces propositions ont en fait pour but de consolider et de perpétuer ce système.

36. Pour le saisir pleinement, il importe de comprendre la philosophie politique et les buts qui sont à la base de la politique d'*apartheid* poursuivie par le parti national fasciste depuis qu'il s'est emparé du contrôle de l'appareil d'Etat en Afrique du Sud raciste. Le but principal était d'assurer la domination perpétuelle des Blancs. Les racistes, ne pouvant éliminer physiquement la majorité africaine ou simplement faire comme si elle n'existait pas,

se sont embarqués dans une politique consistant à éliminer politiquement les Africains autochtones, qui sont les véritables propriétaires de l'Azanie — nom africain historique de l'Afrique du Sud colonisée. Conformément à ce grand dessein, 87,3 p. 100 du pays devaient constituer l'« Afrique du Sud blanche ». Les 12,7 p. 100 restants seraient les prétendus *homelands* réservés aux Africains qui constituaient 73 p. 100 de la population totale de l'Afrique du Sud. C'est dans ces prétendus *homelands* ou bantoustans que les Africains étaient invités « à exercer leurs droits politiques et leurs droits de citoyen ». Telle était l'essence de la politique d'*apartheid*, à savoir établir une Afrique du Sud blanche et reléguer la majorité africaine dans des bantoustans qui ne sont que des terres arides et fragmentées, sans aucune viabilité économique. C'est pourquoi l'*apartheid* n'était pas seulement un ensemble de lois discriminatoires mais un programme colonial très soigneusement élaboré pour assurer la domination blanche à perpétuité.

37. Cette définition de l'*apartheid* étant ainsi posée, examinons les prétendues propositions constitutionnelles. D'abord et avant tout, constitutionnellement, ces propositions excluent quelque 26 millions d'Africains des nouvelles dispositions politiques. Ces 26 millions d'Africains cessent d'être des citoyens de ce que les racistes appellent l'« Afrique du Sud blanche ». A cet égard, on peut déclarer catégoriquement que les prétendues propositions constitutionnelles sont conformes à la politique déclarée de l'*apartheid* qui vise à faire de l'Afrique du Sud, politiquement parlant, un pays pour les seuls Blancs et, de manière arbitraire, prive même 73 p. 100 de la population des droits les plus élémentaires de la citoyenneté. Une telle mesure, clairement destinée à renforcer davantage encore l'*apartheid*, peut-elle être considérée comme une mesure allant dans la bonne direction ? De l'avis du Pan Africanist Congress of Azania [PAC], c'est un « pas dans la bonne direction », mais vers la droite.

38. On a déclaré dans certains milieux que la prétendue inclusion des personnes dites « de couleur » et d'origine asiatique représente un « revirement » par rapport aux anciennes pratiques. Y a-t-il quelque vérité dans cette affirmation ? On rappellera que lorsque, en 1909, la loi sur l'Union sud-africaine a été adoptée par le Parlement britannique, les personnes dites « de couleur » de la province du Cap ont été inscrites sur une liste électorale commune et cette initiative était supposée être une clause bien solide et bien incorporée dans la Constitution. Les dirigeants racistes actuels de l'Afrique du Sud ont eu recours à une supercherie constitutionnelle pour éliminer cette clause bien établie et, après avoir assumé le pouvoir en 1948, ils ont éliminé les personnes dites « de couleur » des listes électorales communes. Dans le cadre de la nouvelle révision, même cette franchise limitée ne leur a pas été rendue.

39. Dans le cadre du nouveau programme envisagé, l'actuel Parlement blanc demeurera et sera appelé « Chambre d'assemblée ». Il conservera les 178 sièges ; les personnes dites « de couleur » éliront, sur la base d'une liste séparée, une Chambre de représentants composée de 85 membres. Les personnes d'origine asiatique, votant également sur une liste séparée, éliront une Chambre des députés de 45 membres. La Chambre des représentants des personnes dites « de couleur » et la Chambre des députés élue par les personnes d'origine asiatique ne peuvent et ne pourront discuter, en vertu des dispositions de ces propositions, que de ce qui est qualifié de leurs « propres affaires ». En outre, ce ne sont pas ces personnes qui décideront de ce qui constitue leurs « propres affaires » mais le Président de l'Etat. Il est aussi stipulé que la Chambre des représentants et la Chambre des

députés ne pourront discuter une question dite relevant de leurs « propres affaires » que si elle est assortie d'un certificat écrit émanant du Président de l'Etat déclarant que le sujet rentre dans la catégorie de leurs « propres affaires ». Etant donné ces contraintes si soigneusement élaborées, il devient clair que les Chambres des personnes dites « de couleur » et d'origine asiatique ne seront autre chose que des annexes constitutionnelles de la Chambre d'assemblée toute puissante et complètement blanche et du Président d'Etat tout puissant.

40. En réalité, les personnes dites « de couleur » et d'origine asiatique amenées par le régime à agir en tant qu'annexes constitutionnelles ne seront en mesure de discuter rien d'autre que ce qu'elles faisaient déjà dans ces pseudo-institutions, par exemple le Conseil représentant les Métis et le Conseil des Indiens sud-africains. Ils ne pourront modifier aucune des lois sur lesquelles repose la politique d'*apartheid* de la minorité blanche, par exemple le *Population Registration Act*, le *Groupe Areas Act*, le *Mixed Marriages Act* et le *Immorality Act*, pour ne citer que quelques cas. C'est ainsi par exemple que *Population Registration Act* divise les Sud-Africains en Blancs, en Métis et personnes d'origine asiatique et en Africains autochtones, et c'est cette classification qui détermine où chacun doit vivre, en même temps que la nature de l'enseignement auquel chaque personne peut accéder et quels sont les droits dont elle peut jouir ou non. Sans le *Population Registration Act*, il serait impossible de voir qui sera qualifié pour telle ou telle Chambre aux termes des nouvelles propositions constitutionnelles.

41. De telles dispositions peuvent-elles être sérieusement considérées comme s'écartant de la politique déclarée d'*apartheid*, ou peut-on dire qu'elles n'en sont qu'un renforcement ? La réponse est claire; il s'agit d'un renforcement et d'une perpétuation nouvelle de la domination blanche parce que la Chambre des représentants métis et la Chambre des députés asiatiques proposées ne seront rien d'autre que des réserves de Métis et d'Asiatiques, semblables aux bantoustans.

42. Aux termes des propositions constitutionnelles, le Président de l'Etat jouira de pouvoirs illimités. En outre, il sera toujours un Blanc et un membre du parti national fasciste. C'est ce qui est assuré par la composition du collège électoral qui élira le Président d'Etat. Le collège électoral comprendra 50 Blancs, 25 Métis et 13 Asiatiques. Les 50 Blancs ne viendront pas de la Chambre d'assemblée blanche, mais du parti de la majorité de cette assemblée, et dans ce cas du Parti national au pouvoir. Puisque l'*apartheid* en tant que politique a été spécifiquement destiné à garder le pouvoir politique exclusivement entre les mains du Parti national fasciste dans le cadre du pouvoir politique constitutionnel proposé, il demeurera fermement aux mains des racistes. Qu'est-ce donc qui aura changé dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid* en vertu des propositions constitutionnelles ? Le régime sera seulement consolidé.

43. Le PAC s'est félicité de la résolution 38/11, adoptée par l'Assemblée générale le 15 novembre, condamnant les propositions constitutionnelles en tant que fraude et tentative faite pour tromper l'opinion publique internationale. Cela a constitué pour tous les Azaniens qui luttent sans relâche pour leur droit à l'autodétermination et à l'établissement d'une société démocratique et non raciale une grande source d'encouragement. Cependant, nous avons été surpris de voir que certains pays se sont abstenus lors du vote tout en déclarant qu'ils s'opposaient à l'*apartheid*. Tout pays sincèrement opposé à l'*apartheid* ne pouvait voter qu'en faveur de la résolution puisque les propositions constitutionnelles ne sont qu'une consolidation de l'*apartheid*. De notre côté, nous avons invité

l'Afrique à prendre spécialement note des pays qui se sont abstenus car nous croyons que cette abstention correspond de leur part à une sorte de tolérance vis-à-vis de l'*apartheid*.

44. Pendant tout le débat sur la politique du régime raciste d'Afrique du Sud, il sera beaucoup question des propositions constitutionnelles. Cela est bien compréhensible parce qu'elles sont un sujet de discussion tout à fait actuel. Cependant, tout en condamnant de façon nette et sans équivoque les propositions pour ce qu'elles sont, il ne faut pas oublier ou ignorer par abstention les dangers réels que pose le régime raciste et fasciste pour la population majoritaire de l'Azanie, pour les peuples des Etats de première ligne et d'autres voisins ainsi que pour le monde en général. La communauté internationale doit suivre de près également la lutte déterminée et résolue menée par le peuple dépossédé, opprimé et exploité de l'Azanie sur tous les fronts, y compris la lutte armée. Il est également impératif que les peuples épris de justice et de liberté du monde entier appuient politiquement et matériellement la lutte légitime du peuple d'Azanie opprimé, exploité et dépossédé.

45. La cause principale du problème de l'Afrique australe se trouve dans la politique discréditée et inhumaine d'*apartheid* du régime raciste. A l'intérieur du pays, cette politique a conduit à déposséder et avilir la grande majorité des Azaniens. En outre, les racistes usent ouvertement de la force brutale pour assurer la mise en œuvre de leur politique universellement discréditée. Ainsi, à tout moment, la population carcérale sud-africaine est de 108 000 personnes, plus de quatre fois celle de la Grande-Bretagne, bien que la population du Royaume-Uni soit presque le double de celle de l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud de l'*apartheid* a également l'un des taux de pendaison les plus élevés du monde. L'Afrique du Sud figure parmi les pays où périclète le plus grand nombre de personnes détenues par la police et aucun policier raciste n'a été traduit en justice alors que le nombre de cas dépasse 60.

46. La police raciste sud-africaine est peut-être celle qui compte le plus de maniaques de la gâchette du monde. Je voudrais étayer ce que je dis en vous citant des chiffres qui ont été révélés récemment au Parlement composé uniquement de Blancs. De janvier à juin de cette année, la police sud-africaine a tiré sur 425 personnes, en tuant 124. Si l'on devait analyser ce chiffre qui a été admis, on verrait que la police raciste tire, chaque mois, sur environ 71 personnes, en tuant en moyenne 21. Ces assassinats ne comprennent pas les décès de personnes torturées à mort ou de celles qui sont soupçonnées d'être des combattants de la liberté.

47. Ces chiffres montrent de façon flagrante l'usage cynique qui est fait de la violence réactionnaire par la police du régime. Ils montrent aussi la source initiale de la violence. Le PAC voudrait rappeler la première grande campagne qu'il a lancée peu de temps après sa création, en 1959. Le 21 mars 1960, le PAC a lancé une campagne d'action positive contre les lois détestées et déshumanisantes des laissez-passer. Etant donné les circonstances qui existaient alors, la campagne était non violente. Notre population étant sans arme et sans défense, cela ne pouvait être qu'une campagne non violente. Mais quelle a été la réaction du régime raciste et de sa police à la détente facile ? A Sharpeville, elle a tiré et tué 69 personnes sans défense et sans arme — hommes, femmes et enfants — et blessé ou mutilé plus de 180 personnes. La lutte légitime et les exigences légitimes du peuple opprimé, exploité et dépossédé a eu pour réponse la violence réactionnaire.

48. Le 21 mars 1960, la campagne d'action positive contre les lois sur les laissez-passer, lancée par le PAC, est

entrée dans une nouvelle phase de lutte parce qu'à Sharpeville non seulement 69 de nos compatriotes sont morts mais parce que c'est la non-violence en tant que moyen de lutte qui est morte. Ce jour là, notre défunt premier Président, le camarade Robert Mangaliso Sobukwe a dit ceci : « Jusqu'à présent nous étions prêts à mourir pour notre liberté, aujourd'hui nous devons aussi être prêts à tuer pour cette liberté. » Aujourd'hui, tous les historiens et les observateurs politiques reconnaissent que le 21 mars 1960 la campagne menée par le PAC a marqué une date historique dans les annales de la juste lutte du peuple azanien.

49. Egalement, au cours du soulèvement de Soweto en 1976, pour lequel les dirigeants et les membres du PAC devaient être officiellement accusés et condamnés, la police à la gâchette si facile n'a pas hésité à tirer et à tuer même des enfants des écoles primaires. La première victime de la police à Soweto, Hector Pieterse, avait à peine 12 ans.

150. Le PAC, garant des aspirations véritables du peuple opprimé, exploité et dépossédé d'Azanie, a cité les chiffres et les exemples que je viens de mentionner pour établir au-delà du moindre doute que la cause et la source de la violence en Afrique du Sud de l'*apartheid* sont la politique du régime et de ses forces d'oppression promptes à utiliser les armes.

51. Le but primordial du régime raciste de l'Afrique du Sud n'est pas seulement d'asservir et de terroriser la majorité écrasante des Azaniens mais aussi les Etats et les peuples de l'Afrique australe. Bien que les Nations Unies aient, dès 1966, déterminé que la présence de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale, le peuple namibien continue aujourd'hui à souffrir sous le joug de l'occupation illégale de l'Afrique du Sud. Les racistes ont systématiquement contrecarré toutes les mesures prises par les Nations Unies pour mener le peuple namibien à une indépendance véritable, fondée sur les dispositions contenues dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Ce défi flagrant jeté à l'opinion publique mondiale et à la responsabilité de la communauté internationale ne peut pas et ne doit pas rester impuni.

52. De même, le régime raciste, n'ayant pu mettre en œuvre ou influencer un arrangement qui lui plaise en Afrique australe, à savoir une constellation d'Etats fantoches ou subordonnés le long de ses frontières nord, s'est embarqué dans une politique de déstabilisation et de terrorisme. Le régime de Pretoria s'emploie maintenant à déstabiliser les Etats indépendants du Lesotho, du Mozambique, de l'Angola et du Zimbabwe, soit en appuyant des éléments contre-révolutionnaires dans ces pays, soit en se livrant ouvertement à des actes d'agression. Le but fondamental de cette politique de déstabilisation est de terroriser ces Etats indépendants et de les forcer à abandonner leur responsabilité internationale en donnant refuge aux victimes de l'*apartheid*. Le PAC tient à féliciter publiquement les Etats de première ligne et les Etats voisins qui s'opposent résolument à la politique inhumaine et dégradante de l'*apartheid* et qui font preuve d'une ferme solidarité avec la juste lutte menée par les peuples de l'Azanie et de la Namibie, malgré les attaques, le sabotage et autres formes de harcèlement.

53. Les racistes d'Afrique du Sud prétendent souvent qu'ils sont confrontés à une menace venant de la frontière ou au-delà. La menace en réalité vient de l'intérieur et non pas de l'extérieur; il ne s'agit pas d'une conspiration fomentée au niveau international, il s'agit de la politique inhumaine du régime raciste lui-même. Cependant, se servant de la fausse théorie d'une menace extérieure, le régime, à la suite de la campagne menée par le PAC le 21 mars 1960, qui a eu pour point culminant le

massacre de Sharpeville, s'est engagé dans une militarisation de l'Afrique du Sud blanche. En 1960, l'année du massacre de Sharpeville, le budget militaire de l'Afrique du Sud raciste s'élevait à 40 millions de dollars; l'armée permanente de l'Afrique du Sud comprenait 21 500 hommes et 56 500 réservistes. Les chiffres pour 1982 indiquent que le budget s'élève maintenant à 1,78 milliard de dollars et que l'armée permanente comprend actuellement 81 400 hommes et 157 000 réservistes. En outre, on apprend à tout homme blanc et à toute femme blanche le maniement des armes qu'ils doivent porter en tout temps. A ce vaste programme de militarisation, il faut ajouter un programme nucléaire mis au point par l'Afrique du Sud raciste en collaboration avec les sionistes de la Palestine occupée, la République fédérale d'Allemagne et avec les Etats-Unis d'Amérique. Le programme nucléaire de l'Afrique du Sud raciste est un danger très réel et très grave non seulement pour l'Afrique australe mais aussi pour l'Afrique et le monde en général. La communauté internationale ne peut qu'à ses risques et périls ignorer cette menace fort grave et fort réelle.

54. Le PAC manquerait à son devoir s'il n'appelait pas l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que les racistes sud-africains n'auraient pu mettre en œuvre leurs programmes militaire et nucléaire sans l'appui actif de pays occidentaux tels que les Etats-Unis, la France, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et les sionistes de la Palestine occupée. Aujourd'hui, à la suite de l'assistance qu'elle reçoit de ces pays, l'Afrique du Sud occupe le dixième rang parmi les plus grands fabricants d'armes du monde. Ces pays ont délibérément passé outre à tous les appels et résolutions relatifs aux sanctions militaires et ils se sont associés aux racistes dans les efforts menés par ces derniers pour créer un arsenal d'armes très perfectionnées destinées à être utilisées contre le peuple d'Azanie et les Etats voisins de première ligne.

55. Le nombre croissant de lois répressives, la brutalité croissante de la police, la création forcée de bantoustans dans des terres arides et fragmentées, l'expulsion de plus de 8 millions d'Africains de ce que les racistes appellent l'« Afrique du Sud blanche », l'incarcération continue de leaders politiques comme le camarade Zeph Mothopeng, Nelson Mandela et Herman Toivo ya Toivo, les morts de plus en plus nombreuses de personnes détenues par la police et l'exécution sommaire de combattants de la liberté n'ont nullement démoralisé les peuples opprimés ni entamé leur ferme détermination à combattre. Bien au contraire, le peuple d'Azanie est plus résolu et plus uni que jamais auparavant.

56. Le PAC a été le premier à recourir à la lutte armée. Il s'agissait là d'une décision consciente dictée par les réalités de notre pays. Cependant, pour mener une lutte armée couronnée de succès certaines conditions préalables sont essentielles. Premièrement, les masses doivent être convaincues que la lutte armée est le seul moyen possible d'arriver à une libération authentique. La campagne du 21 mars 1960 menée par le PAC, qui a culminé par le massacre de Sharpeville, a marqué le passage décisif à cette forme supérieure de lutte. Après Sharpeville, personne n'a pu parler de moyens de lutte non violente et jouir de l'appui populaire dans notre pays. La deuxième condition est l'éducation et la mobilisation des masses. Le soulèvement de Soweto de 1976 a bien montré cet aspect. Le camarade Zeph Mothopeng, le leader national de longue date du PAC, a été condamné à une peine de prison de 30 ans pour « avoir prévu et organisé » le soulèvement de Soweto en 1976. Il se trouve actuellement à Robben Island, avec 16 collègues également accusés comme lui. Le PAC n'a pas à s'excuser pour son choix

de la lutte armée, parce que c'est une nécessité dictée par la situation réelle qui existe dans notre pays.

57. Il est vrai que les principes des Nations Unies préconisent des moyens pacifiques pour résoudre les conflits; l'expérience a cependant montré qu'il en allait autrement. Les propres efforts pacifiques déployés par les Nations Unies ont été sans cesse déjoués et la Namibie en est un exemple typique. A notre avis, la seule arme que la communauté internationale puisse utiliser le plus efficacement contre le régime raciste sud-africain, ce sont les sanctions économiques obligatoires. Mais la communauté internationale n'a pas réussi à en imposer parce que les pays occidentaux qui ont des intérêts acquis dans l'*apartheid* ont sciemment empêché qu'on use de cette arme. C'est dire que tant que les Nations Unies, par le truchement du Conseil de sécurité, n'auront pas réussi à imposer des sanctions économiques obligatoires comme celles qui sont prévues dans la Charte des Nations Unies, elles devront appuyer sans réserve les méthodes auxquelles a recouru le peuple opprimé, exploité et dépossédé de l'Azanie, y compris la lutte armée. Un organisme qui s'est paralysé lui-même ne saurait guère inspirer la confiance à un peuple qui combat pour ses droits légitimes. Encore moins pourrait-il lui dicter les moyens de sa lutte.

58. Le peuple d'Azanie se livre actuellement à un combat inlassable pour sa libération nationale et pour créer une société démocratique non raciale. Bien que la lutte armée dans laquelle est engagée toute la population soit la principale méthode de combat, les luttes sur tous les autres fronts se sont rapidement développées ces dernières années. A cet égard, je voudrais citer quelques exemples. L'Afrique du Sud de l'*apartheid* est un Etat industrialisé si on le compare à ceux du reste de l'Afrique. L'économie de l'Afrique du Sud raciste est pratiquement contrôlée par sept énormes conglomérats qui sont : l'Anglo-American Corporation, Barlow Rand, Rembrandt, Anglovaal, Old Mutual, Santam et Liberty Life. Ces monopoles fixent les prix, écartent les nouveaux venus et se partagent les marchés. En outre, il y a des investissements étrangers considérables dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid* avec, en tête de liste, le Royaume-Uni qui représente 63 p. 100 de tous les investissements étrangers.

59. Les investissements des Etats-Unis en Afrique du Sud sont également en augmentation, surtout sous le gouvernement Reagan. D'après un article paru dans le *Washington Post*, le 30 juillet 1983, le niveau des investissements américains dans l'Afrique du Sud raciste est presque six fois supérieur à celui avoué par le gouvernement Reagan. L'article est fondé sur un télégramme secret émanant du Consulat des Etats-Unis à Johannesburg et adressé au Département d'Etat américain. Il précise que le montant réel dépasse probablement 14,6 milliards de dollars, au lieu des 2,6 milliards de dollars avancés par le gouvernement. Le télégramme envoyé au Département d'Etat révèle, d'autre part, que les Etats-Unis possèdent 57 p. 100 de toutes les liquidités étrangères de la Bourse de Johannesburg investies dans les mines d'or, les sociétés minières et les mines de platine. Il révèle également que les banques américaines ont prêté plus de 4 milliards de dollars à l'Afrique du Sud.

60. Ces énormes investissements sont dus au fait que la politique d'*apartheid* du régime permet d'exploiter la main-d'œuvre noire au maximum, ce qui constitue une source de superprofits. Les bénéfices tirés de l'Afrique du Sud sont les plus élevés du monde; ils représentent plus de 13 p. 100. Ce fait montre bien à quel point prétendre que les sociétés multinationales investissent dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid* pour créer des emplois pour les Noirs est un mensonge. Leur but, c'est de s'assurer des superprofits.

61. L'Afrique du Sud de l'*apartheid*, étant un Etat industrialisé, a un pourcentage élevé de classe laborieuse noire. Autrefois, les racistes empêchaient la main-d'œuvre noire de se syndiquer et de mener une lutte complémentaire dans les rangs des mouvements de libération nationale et d'émancipation sociale. Mais, avec l'avènement du PAC, la lutte de la classe laborieuse s'est organisée peu à peu. Aujourd'hui, on compte plus de travailleurs syndiqués que jamais auparavant. D'après le régime lui-même, il y avait, en 1978, 27 syndicats noirs non enregistrés. La majorité de ces syndicats noirs non seulement se sont identifiés avec la lutte pour la libération nationale, mais ils ont également lancé un combat systématique dans le secteur du travail.

62. Les statistiques publiées par le Département de la main-d'œuvre contrôlé par les racistes révèlent que, en 1970, il y a eu 76 grèves et arrêts de travail dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid*, auxquels ont pris part 4 168 travailleurs. Pendant cette période 4 528 journées de travail ont été perdues. En 1982, il y a eu 394 grèves et arrêts de travail chez les travailleurs noirs, c'est-à-dire cinq fois plus qu'en 1970. Le nombre des travailleurs qui y ont participé s'est élevé à 141 571, soit 33 fois plus qu'en 1970. Quant au nombre de journées de travail perdues, il a été de 365 337, c'est-à-dire 80 fois plus qu'en 1970. Les organisations de travailleurs noirs sont donc appelées à jouer un rôle crucial dans la lutte de libération nationale en Azanie.

63. Le PAC a joué un rôle clef sur le front syndical. Au début de cette année, deux dirigeants syndicalistes, le camarade Phillip Dlamini, secrétaire général du plus grand syndicat des travailleurs municipaux dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid*, qui en 1981 a conduit une grève de plus de 10 000 travailleurs pour paralyser la ville de Johannesburg, et le camarade Joe Thloole, président de l'Union des travailleurs noirs de la presse, ont été, avec les dirigeants du plus grand mouvement de jeunes du pays — l'Azania Youth Unity — accusés de promouvoir les buts du PAC interdit. Aujourd'hui, le camarade Thloole et le camarade Dlamini, avec d'autres camarades de l'Azania Youth Unity, languissent en prison.

64. Récemment, le PAC a reçu un nouveau mandat des travailleurs opprimés et exploités de l'Azanie. Ces derniers l'ont chargé de les représenter dans les instances syndicales à l'étranger, ce qui devait entraîner la création de l'Azania Trade Union Coordinating Centre.

65. Les peuples de l'Afrique du Sud se sont unis dans leur opposition au système d'oppression et d'exploitation. Cette unité s'est manifestée de façon éclatante les 11 et 12 juin de cette année, lorsque plus de 200 organisations locales et de masse ainsi que des organisations professionnelles ont convoqué la réunion historique du National Forum à Hammanskraal, près de Pretoria. Bien que le but principal ait été de s'opposer aux propositions constitutionnelles, les participants à ce forum ne se sont pas limités à cette question étroite. Ils ont déclaré sans équivoque que la lutte était beaucoup plus importante et devait être centrée sur la destruction complète du système de l'*apartheid* oppresseur et exploiteur. Le peuple de l'Azanie est convaincu qu'il ne saurait y avoir de compromis avec l'*apartheid*, que ce système inhumain ne peut être réformé et que de plus c'est une illusion de croire que les racistes abandonneront l'*apartheid* de leur plein gré. L'*apartheid* doit être détruit sans merci. Ce n'est qu'après avoir recouvré sa dignité et obtenu sa liberté que le peuple opprimé, exploité et dépossédé pourra élaborer une constitution démocratique, orientée selon la volonté du peuple, et faire en sorte que tous les Azaniens jouissent des droits politiques et des droits de l'homme individuels, quelles que soient leur couleur, leur croyance ou leur religion.

66. Tous les Azaniens sont unanimes dans leur opposition résolue au système inhumain, et l'on en trouve la preuve dans l'appui populaire dont jouit le PAC à l'intérieur du pays et dans le succès de la réunion du National Forum, qui comprenait des organisations de masse et locales représentant les travailleurs, les jeunes, les étudiants, les femmes, les personnalités religieuses, sportives, etc., ainsi que dans la création du Front démocratique uni qui doit faire face aux prétendues propositions constitutionnelles. En outre, le rejet catégorique des propositions par des personnes dites de couleur et d'origine asiatique témoigne aussi de ce fait.

67. Unis dans leur opposition, ils invitent également la communauté internationale à déclarer d'une voix unie : premièrement, qu'elle condamne sans équivoque le régime raciste d'Afrique du Sud et sa politique inhumaine d'*apartheid*; deuxièmement, qu'elle adopte des mesures concrètes et positives après avoir consulté les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine [OUA] dans le but évident d'éliminer rapidement l'*apartheid* sous toutes ses formes; troisièmement, qu'elle impose immédiatement des sanctions économiques complètes contre le régime de Pretoria conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, mesures qui à leurs yeux auraient dû être prises depuis fort longtemps; quatrièmement, qu'elle invite les pays qui ont encore des relations diplomatiques avec les racistes à les rompre immédiatement; cinquièmement, qu'elle invite les sociétés transnationales à se retirer immédiatement de l'Afrique du Sud où règne l'*apartheid* ou à faire face aux conséquences inévitables de voir leurs avoirs nationalisés à la suite de la libération; sixièmement, qu'elle invite instamment les institutions monétaires internationales à ne pas octroyer de prêts ni aucun crédit au régime raciste; septièmement, qu'elle condamne la collaboration militaire et nucléaire avec les racistes sud-africains, dont se rendent coupables certaines puissances occidentales et les sionistes dans la Palestine occupée; huitièmement, qu'elle demande le boycottage complet de la part des sportifs et des artistes qui jouent en Afrique du Sud raciste, notamment dans les prétendus bantoustans; neuvièmement, qu'elle invite tous les gouvernements véritablement opposés à l'*apartheid* à apposer clairement sur leur passeport national la mention « non valide pour la République raciste de l'Afrique du Sud »; dixièmement, qu'elle apporte un soutien politique actif et tangible aux mouvements de libération nationale reconnus par l'OUA, le Mouvement des pays non alignés et les Nations Unies, à savoir le PAC et l'ANC.

68. Nous avons indiqué précédemment que le PAC a été le premier à opter pour la lutte armée et à l'entreprendre. Ce qui fait que six membres du PAC ont été les premiers à être condamnés à la prison à vie en 1963. Nous sommes aujourd'hui en 1983. Les camarades Samuel Chibane, Dimake Malepe, Jeff Masemola, Isaac Mthimunya, John Nkosi et Philémon Tefu sont les plus anciens prisonniers politiques incarcérés à Robben Island. Ils en sont à leur vingt et unième année d'incarcération. Le PAC est très reconnaissant au Comité spécial contre l'*apartheid* de la décision qu'il a prise, à savoir de concentrer l'attention, au cours de l'année 1984, sur le sort des six camarades du PAC. Pour notre part, nous invitons la communauté internationale, les institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les groupes de soutien du monde entier à appuyer cette campagne en faveur de ces six camarades du PAC qui ont passé plus de la moitié de leur vie dans les prisons fascistes racistes. Le PAC prie instamment la communauté internationale à exiger la libération immédiate et inconditionnelle du camarade Zeph Mothopeng, vétéran

du PAC, âgé maintenant de 70 ans, condamné à 30 ans de prison, et qui a été envoyé à Robben Island pour la troisième fois pour avoir inspiré et dirigé le soulèvement de Soweto en 1976. Nous demandons également la libération de tous les autres prisonniers politiques, y compris celle du camarade Nelson Mandela.

69. En conclusion, le PAC maintient depuis sa création que les Azaniens opprimés, exploités et dépossédés sont leurs propres libérateurs. Nous sommes toujours attachés à ce principe. A cet égard, permettez-moi de citer le discours d'ouverture du camarade John Nyati Pokela, président du PAC, qui a purgé une peine de 13 ans de prison sur l'infâme Robben Island, discours qu'il a adressé récemment au Comité central au PAC :

« Le Pan Africanist Congress of Azania est résolument déterminé à mener une lutte armée, estimant que c'est la principale méthode de lutte pour renverser le régime minoritaire raciste. Les Africains, depuis l'avènement du colonialisme, ont lutté contre les colonisateurs et contre la dépossession, l'exploitation et la domination. La dernière guerre de résistance menée par nos ancêtres a été livrée en 1906. C'est durant cette guerre que Bambata nous a légué sa sagesse, ceci en termes non équivoques, disant que le peuple africain a perdu sa terre sur le champ de bataille et qu'il ne pourra la recouvrer que sur le champ de bataille. Le PAC a eu raison de reprendre cette voie après avoir lancé notre campagne d'actions positive décisive le 21 mars 1960. Ce jour-là, nous avons lancé un défi au régime et notre peuple, spontanément, par la suite, a parlé le langage de la guerre de libération. Le PAC a réussi à transformer sa lutte qui était une lutte de résistance passive en une lutte armée avec tout ce que cela entraîne : la mobilisation, l'éducation et la consolidation de tous, à tous les niveaux de notre population. »

70. Le Président du PAC a conclu en rappelant aux masses de l'Azanie : « Souvenez-vous que le peuple de l'Azanie est seul son propre libérateur. »

71. M. NGUYEN THUONG (Viet Nam) : Les années 80 semblent assister à un nouveau développement de la politique du Gouvernement de Pretoria, plus brutale et plus perfide dans ses manifestations, plus arrogante et plus obstinée que jamais dans sa volonté de maintenir le régime d'*apartheid* inhumain et de tyrannie colonialiste à l'encontre des peuples africains de la République sud-africaine et de Namibie, comme dans ses visées de reconquête néo-colonialiste contre les Etats indépendants de l'Afrique australe. L'oppression et l'exploitation institutionnalisées, connues et condamnées depuis des années par l'opinion mondiale, n'ont point diminué, par contre elles ont redoublé de violence parallèlement à l'accroissement des investissements venant d'Europe occidentale, et surtout d'Amérique du Nord, depuis les années 70, l'intensification du pillage des ressources et la montée en flèche des superprofits colossaux de leurs sociétés transnationales.

72. L'extension de la politique de bantoustanisation, l'aggravation du régime des laissez-passer imposé aux populations noires, en particulier la sévérité exagérée des législations sur les travailleurs dits migrants, la fameuse loi sur le terrorisme, punissant de peines extrêmes toute opposition, tout cela a intensifié davantage la brutalité et l'arbitraire de ce régime. Parallèlement, ce régime accentue la manœuvre classique de diviser pour régner. Les prétendues « réformes constitutionnelles », dont les récentes propositions dites constitutionnelles critiquées à juste titre par les deux orateurs qui viennent de me précéder et condamnées par la résolution 38/11 de l'Assemblée générale, le prétendu règlement négocié, tous deux tant vantés par certaines propagandes occidentales, ne

sont en réalité que des subterfuges diaboliques visant à diviser et saper les forces opposées à l'*apartheid*. L'échec de ces dernières tentatives constitutionnelles sur le droit de vote de certaines couches des métis et des Indiens et rejetées par les intéressés témoigne que ces perfides manœuvres n'ont pu tromper ni diviser les forces d'opposition, forces qui englobent, dans une solidarité chaque jour plus consciente la très grande majorité de la population noire et de couleur et même de nombreuses personnes progressistes ou simplement réalistes de la population blanche.

73. Parallèlement à cette tyrannie accrue de sa politique intérieure, le régime de Pretoria redouble de brutalité dans l'occupation de la Namibie — l'Assemblée générale aura l'occasion d'y revenir — et il redouble aussi d'agressivité et d'arrogance dans ses attaques armées contre les pays voisins, pratiquant une politique systématique de terrorisme international à l'encontre des Etats indépendants et souverains. Il persiste à occuper une partie du territoire de l'Angola, continue des raids d'agression contre le Mozambique, la Zambie, s'attaque même au Botswana, au Royaume du Lesotho, au Zimbabwe, sans compter le coup de main manqué contre les Seychelles. Il prétend s'attaquer aux bases des mouvements de libération nationale, alors qu'en réalité ses actes d'agression frappent les camps de réfugiés, les agglomérations civiles, les installations et infrastructures économiques, dans le dessein de saper la vie normale et d'attenter au moral des populations. Plus encore, il entretient les traîtres à leur patrie, les organise en bandes de mercenaires en vue de déstabiliser et renverser les gouvernements légaux en Afrique australe. Ce qu'il conviendrait de souligner, c'est que la République sud-africaine a pu édifier ces dernières années son industrie des armements classiques des plus modernes et possède actuellement les installations et la capacité pour la fabrication des armes nucléaires. A remarquer également que, en tous ces domaines de leurs politiques aventureuses et bellicistes, la République sud-africaine et Israël ont grandement renforcé leur coopération.

74. Comment un gouvernement mis au ban des nations comme la République sud-africaine a-t-il pu défier si insolamment la communauté internationale pendant de si longues années et peut-il présentement redoubler de cynisme et d'agressivité à l'encontre d'autres Etats, de morgue et d'arrogance à l'égard même des Nations Unies ? Il faut rechercher l'origine de cette situation extrêmement dangereuse dans la politique de l'impérialisme avec en tête l'impérialisme américain. Depuis les années 70, les sociétés transnationales américaines ont supplanté les britanniques en maints domaines et ont accaparé les ressources sud-africaines en uranium, en chrome, en métaux non ferreux et autres, aussi bien qu'en or et diamants. A ces intérêts économiques, essentiellement des superprofits tirés du pillage des ressources et de l'exploitation sans merci des travailleurs noirs, sont venus s'ajouter des intérêts stratégiques, concrétisés par l'alliance de la République sud-africaine et des Etats-Unis d'Amérique, et le projet d'une organisation de l'Atlantique Sud, afin de dominer le continent africain et les trois grands océans : l'océan Atlantique, l'océan Indien et l'Antarctique.

75. Ce n'est pas par hasard que le régime de Pretoria est déclaré par l'hôte actuel de la Maison-Blanche son ami traditionnel et son allié stratégique. C'est qu'en fait la République sud-africaine s'est vu confier le rôle de gendarme régional pour défendre les intérêts des Etats-Unis en Afrique australe et aux alentours.

76. En plus de l'aide abondante des Etats-Unis, entre autres pour l'acquisition par la République sud-africaine et Israël de l'arme nucléaire, il faudrait souligner la similitude de leurs théories sur l'admissibilité de la guerre

nucléaire limitée, la permissibilité de l'usage des armes nucléaires tactiques, la similitude de leur propagande calomnieuse accusant les mouvements de libération de terrorisme alors que précisément les Etats-Unis, la République sud-africaine et Israël se livrent à un terrorisme d'Etat systématique à l'égard des Etats et des peuples; et la similitude du recours par ces trois pays à la dangereuse théorie de la guerre dite préventive au Moyen-Orient, en Afrique australe et, récemment, dans la mer des Caraïbes.

77. Actuellement, plus que jamais, la lutte pour l'élimination de la politique d'*apartheid* est liée à la lutte générale pour la préservation de la paix et de la sécurité internationales. On ne saurait s'opposer réellement à l'*apartheid* sans s'opposer aux sociétés transnationales qui en tirent les plus grands profits et à cet aspect de la politique de certains pays occidentaux, Etats-Unis en tête, qui entretient, assiste, maintient et protège le gouvernement de Pretoria. Le plus pressant à l'heure actuelle, c'est de s'opposer aux manifestations nouvelles de la politique belliciste de l'actuelle administration américaine, menée soit directement, soit par ses alliés et personnes interposées.

78. La position de la République socialiste du Viet Nam sur le problème de la lutte contre la politique d'*apartheid* est claire et conséquente; elle a été à maintes reprises présentée en des forums internationaux. Aussi, ma délégation apprécie positivement les rapports présentés ce matin au nom des différents comités et commissions et appuiera pour l'essentiel les mesures préconisées.

79. Quant aux activités des Nations Unies et de tout Etat Membre sincèrement désireux de contribuer activement à cette grande cause de la lutte contre l'*apartheid*, ma délégation se permet de suggérer qu'elles gagneraient à partir de perceptions nettes et réalistes de la présente situation.

80. D'abord, que l'*apartheid* est la violation la plus grave et la plus massive des droits de l'homme, mais en même temps une grande menace à la paix et à la sécurité internationales; qu'il constitue, comme cela est dit dans maintes résolutions des Nations Unies, à la fois un crime contre l'humanité et un crime contre la paix; qu'on ne saurait donc s'arrêter à des procédés de persuasion; mais qu'il est absolument nécessaire de recourir parallèlement à des actions énergiques à la mesure de la gravité et du caractère pressant de ce double crime.

81. Ensuite, qu'on ne peut « réformer ni amender » la politique d'*apartheid*, que la seule voie possible et réaliste est de l'éliminer et le bannir de la vie internationale. La communauté internationale — comme l'a fait la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983 — devrait condamner la politique des Etats-Unis dite « d'engagement constructif » qui, en fait, apporte de nouvelles forces au régime de Pretoria dans son opposition aux sanctions et à l'isolement décidés par la communauté. On ne saurait non plus admettre les soi-disant sanctions sélectives préconisées isolément, parce que de telles sanctions ne peuvent être efficaces quand elles sont mises à profit par certains pour gagner du temps, équiper la République sud-africaine et lui permettre de résister impunément. L'application par certains pays occidentaux de l'embargo sur les armes le démontre, car quelques années seulement après la décision de l'embargo, à la suite des investissements et du know-how dispensés par certains de ces pays, la République sud-africaine est présentement devenue le premier exportateur d'armements classiques de l'hémisphère sud.

82. A notre humble avis, la communauté internationale, pour l'efficacité de ses activités, gagnerait à reconnaître tout d'abord que l'élément déterminant directement

l'écoulement du régime d'*apartheid* en République sud-africaine, c'est la lutte du peuple sud-africain elle-même, en étroite coordination avec celle du peuple de la Namibie, des peuples qui, dans leur grande majorité, sont de race noire mais qui englobent aussi de nombreux éléments d'autres couleurs, sincèrement attachés à la paix, à la justice, à l'égalité et à la démocratie. La communauté internationale devrait donc intensifier son aide dans tous les domaines : matériel et moral, politique, militaire, économique et diplomatique, à leurs authentiques et légitimes représentants que sont l'ANC et la South West Africa People's Organization; elle devrait soutenir la lutte de ces peuples par tous les moyens dont ils disposent, non point par une quelconque propension de ces peuples à la violence mais précisément parce que, face à la politique violente et brutale de Pretoria, ils n'ont pour se libérer aucune autre voie. Avec le mouvement des pays non alignés et l'humanité progressiste, le peuple vietnamien félicite chaleureusement les combattants de la liberté d'Afrique du Sud pour leur succès dans les actions directes reprises depuis l'an dernier.

83. La communauté internationale devrait exprimer hautement ses remerciements et ses encouragements, intensifier son assistance politique, militaire et surtout économique aux Etats de première ligne, qui ont consenti des pertes et des sacrifices pour défendre leur propre souveraineté et accomplir en même temps leur devoir de solidarité vis-à-vis des peuples frères de Namibie et d'Afrique du Sud, ainsi que contribuer à la préservation de la paix et de la sécurité dans la région.

84. D'autre part, la communauté internationale devra exprimer sa réprobation non seulement à l'encontre de Pretoria mais à l'égard également des pays complices et protecteurs du régime d'*apartheid*. A l'égard de l'*apartheid*, il faudrait une condamnation vigoureuse et sans réserve de tous les pays sincèrement désireux d'éliminer ce cancer et cette honte de l'humanité. Une attitude plus ferme et plus unanime des Etats Membres serait d'un grand appui pour le Conseil de sécurité afin qu'il soit en mesure d'appliquer les mesures nécessaires, concrètement des sanctions globales et obligatoires, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, pour isoler efficacement le régime de Pretoria et l'amener à abandonner la politique d'*apartheid* et à s'acheminer vers un régime multiracial, d'égalité et de démocratie véritable, selon les objectifs que l'ANC s'est toujours fixés tout au long de ses années d'existence et d'activités.

85. Alors que, actuellement encore, certains pays occidentaux adoptent une attitude négative face à cet impératif de sanctions globales, l'opinion publique de ces pays précisément a une grande responsabilité. Il conviendrait d'amener cette opinion publique des pays occidentaux à percevoir toutes les dangereuses conséquences de l'*apartheid*, lui faire comprendre que la tolérance complaisante vis-à-vis du régime d'*apartheid* en Afrique du Sud encouragera la résurgence du néo-nazisme dans leurs propres pays, avec tous les risques de guerres mille fois plus meurtrières et dévastatrices que les deux précédentes guerres mondiales, lui faire sentir que ses efforts contre l'*apartheid* répondent à ses propres intérêts les plus vitaux. Si l'opinion de ces pays occidentaux en prend conscience, elle sera à même d'exercer une pression positive sur le comportement de leurs transnationales et de leurs gouvernements respectifs. Comme l'a remarqué justement la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud,

« une action concertée de tous les Etats et de toutes les organisations résolus à appliquer des sanctions contre l'Afrique du Sud peut avoir non seulement une valeur morale, mais des effets politiques, économiques et concrets non négligeables. Cette action peut également

exercer une influence positive sur l'attitude des gouvernements qui s'opposent aux sanctions et faciliter l'adoption de mesures obligatoires par le Conseil de sécurité¹. »

86. Le peuple et le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam continueront comme par le passé à apporter leur soutien entier et chaleureux au peuple africain de la République sud-africaine, de même qu'au peuple de Namibie et aux gouvernements des Etats de première ligne, dans leur juste lutte contre le régime d'*apartheid* de Pretoria. Cette lutte des peuples de l'Afrique australe doit encore surmonter de grandes difficultés, privations et complexités, non seulement parce qu'elle affronte le régime de Pretoria mais parce que, en réalité, elle doit faire face aux sociétés transnationales et aux gouvernements de certains pays impérialistes avec, comme chef de file, les Etats-Unis.

87. Toutefois, les tendances de l'époque — dont le processus impétueux de libération des peuples de l'oppression nationale et raciale — s'affirment chaque jour plus irréversibles. De par sa propre expérience, le peuple vietnamien partage la ferme conviction des peuples de l'Afrique australe quant à la certitude de la victoire finale de leur juste cause.

88. Comme disait Patrice Lumumba, le grand fils de l'Afrique et le patriote vénéré de tous nos peuples :

« Le jour viendra où l'histoire parlera. L'Afrique écrira sa propre histoire et aussi bien au Nord qu'au Sud ce sera une histoire de gloire et de dignité. Ce jour est venu, et l'Afrique est en train d'écrire sa propre histoire de gloire et de dignité. »

89. M. FONSEKA (Sri Lanka) [interprétation de l'anglais] : Je voudrais dès l'abord adresser les remerciements de ma délégation à M. Gervais Charles pour sa présentation fort lucide du rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/38/22]. Le rapport lui-même contient des informations détaillées sur lesquelles pourrait reposer la discussion actuelle de l'Assemblée sur la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Afrique du Sud.

90. Il y a deux jours, le 15 novembre, l'Assemblée générale a adopté la résolution 38/11, qui a été parrainée par tous les membres du Groupe des Etats africains et par un certain nombre d'autres Etats, y compris le Sri Lanka. En termes non ambigus, cette résolution a rejeté les prétendues propositions constitutionnelles avancées par l'Afrique du Sud. Alors que ces propositions sont présentées par le régime sud-africain comme une libéralisation de la structure de son pouvoir, elles n'ont en fait pour but que de concentrer le pouvoir de manière plus rigoureuse encore aux mains de la minorité blanche. Lorsque ces propositions semblent constituer une passation de pouvoirs à certains secteurs de la population, elles dénie en fait à l'immense majorité de la population sud-africaine ses droits politiques fondamentaux. En bref, l'Afrique du Sud asservit quand elle prétend libérer et divise quand elle prétend unir.

91. La perpétuation de l'*apartheid* en tant que système de discrimination politique, économique, sociale et même religieuse est présentée sur deux larges fronts par le Gouvernement sud-africain. Il y a d'abord le recours cynique à des moyens physiques : la force armée, la surveillance, la répression de toute opposition et le déploiement de tout le mécanisme caractéristique de la police d'Etat. Vient ensuite la tentative, parfois très subtile, de cacher les aspérités les plus répugnantes du racisme sous un manteau de phraséologie apparemment juridique allant de pair avec l'exercice de relations publiques tendant à présenter le régime d'*apartheid* sous l'aspect le plus favorable. Les prétendues réformes constitutionnelles et

la politique des bantoustans sont des exemples de cette dernière méthode. Alors que les réformes constitutionnelles font l'objet d'une certaine publicité comme constituant une participation au pouvoir, la notion de bantoustan, on s'en souviendra, a été annoncée à grand bruit comme étant l'octroi de l'indépendance à certains groupes et à certaines régions. La communauté internationale rejette officiellement la notion de bantoustan et le vote d'il y a deux jours à l'Assemblée générale sur les « réformes constitutionnelles » a été la réponse de cette Assemblée à cette dernière manœuvre du Gouvernement sud-africain.

92. L'Afrique du Sud se livre également à des exercices de propagande très perfectionnés, comme par exemple en offrant des avantages financiers aux sportifs pour qu'ils viennent jouer en Afrique du Sud. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* fait allusion aux tournées d'Afrique du Sud organisées à la sauvette à l'intention de quelques joueurs de cricket sri-lankais. Comme l'indique le rapport, les autorités sportives sri-lankaises ont immédiatement interdit aux joueurs d'accepter cette offre et pris des mesures pour suspendre les joueurs pendant une période de 25 ans en les empêchant de participer à tout tournoi national ou à tous jeux parrainés, reconnus ou entrepris par le Comité sri-lankais de cricket. Cette interdiction est une interdiction à vie.

93. Il y a d'autres aspects sous lesquels l'*apartheid* est présenté, y compris l'affirmation par ses apologistes que la civilisation chrétienne et le mode de vie démocratique sont préservés par le Gouvernement sud-africain contre les empiétements du totalitarisme et des idéologies athées. Le fait que le régime de Pretoria, qui tient en otage plus de 70 p. 100 de la population sud-africaine privée de droits politiques, économiques, sociaux, voire de droits de l'homme fondamentaux dans un système de racisme institutionnalisé, parle de démocratie et de civilisation est en soi le plus éloquent témoignage du cynisme odieux de ce régime.

94. Le rapport du Comité spécial fait état des événements qui se sont produits au cours de l'année écoulée en Afrique du Sud et les délégations qui ont une connaissance directe de ces événements les présenteront certainement de façon plus détaillée à l'Assemblée générale au cours de ce débat. C'est pourquoi je ne me propose pas d'entrer dans le détail sur la tendance croissante à la répression qui se manifeste en Afrique du Sud.

95. Aussi troublant que les événements à l'intérieur du pays est l'impact de la politique sud-africaine sur toute la région de l'Afrique australe. Pour ce qui est de la Namibie, que nous examinerons séparément, l'emprise de l'Afrique du Sud est aggravée par la force armée et maintenue par l'attitude intransigeante du régime envers la mise en œuvre du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie énoncé dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Des arguments spécieux, étrangers au plan d'indépendance, ont été à maintes reprises avancés pour retarder, voire empêcher, l'exécution du plan. L'Afrique du Sud a également continué cette année à commettre des actes d'agression contre ses voisins, les Etats indépendants de première ligne. Outre l'agression militaire directe contre ces Etats de première ligne, le Gouvernement sud-africain a également participé à des actes de déstabilisation, y compris des actes de sabotage économique, d'espionnage et d'assassinats politiques. L'expansion de la capacité militaire et nucléaire de l'Afrique du Sud est devenue une véritable menace à la paix et à la stabilité en Afrique du Sud et elle ouvre la possibilité d'un conflit beaucoup plus étendu.

96. Tous ces faits montrent fort clairement que nous avons à faire face non seulement à un régime raciste répressif exerçant une tyrannie permanente contre la

population sud-africaine, mais aussi à un danger qui exige les efforts concertés de la communauté internationale tout entière si on veut le surmonter.

97. Les changements constitutionnels et les gestes de pure forme d'un tel régime ne méritent pas d'être bien accueillis, moins encore encouragés, parce que leur motif fondamental est la perpétuation du système de l'*apartheid* et du racisme. Aucune apparence de légalité ne peut absoudre le Gouvernement sud-africain de la responsabilité du maintien de ce qui est peut-être le seul système légitimé de ségrégation et de discrimination raciales dans le monde d'aujourd'hui.

98. L'Assemblée générale ne peut malheureusement qu'exercer une pression morale sur le Gouvernement sud-africain. Si cette pression s'exerce sans équivoque et avec unanimité, ce débat ne sera pas vain. Aux termes de la Charte des Nations Unies, seul le Conseil de sécurité a pouvoir pour faire respecter nos décisions. L'Assemblée a souvent été critiquée pour recommander une action de coercition à l'encontre de l'Afrique du Sud. Les mesures que le Comité spécial contre l'*apartheid* estime nécessaires, sans exclure les sanctions, doivent être envisagées sérieusement parce que, au cours des années, les autres méthodes n'ont eu que peu d'impact sur le Gouvernement sud-africain.

99. Mme IDER (Mongolie) [*interprétation du russe*] : Il y a plus de 30 ans que l'Assemblée générale examine la question de la politique d'*apartheid* du régime raciste de Pretoria. Les Nations Unies ont adopté de nombreuses résolutions condamnant énergiquement la politique inhumaine d'*apartheid* et exigeant l'adoption de mesures visant à isoler le régime de Pretoria. Mais toutes ces décisions sont restées lettre morte en raison de la position adoptée par certains pays occidentaux, et avant tout par les Etats-Unis.

100. Pendant ce temps-là, le régime raciste d'Afrique du Sud, ignorant totalement les décisions de la communauté internationale ainsi que les appels des peuples du monde, non seulement a poursuivi sa politique honteuse d'*apartheid*, qui a été condamnée par les Nations Unies comme crime contre l'humanité, mais l'a élargie et l'a renforcée en vue de perpétuer le système. Le régime de Pretoria a renforcé la répression à l'intérieur du pays contre ceux qui luttent pour la liberté et l'égalité, contre des syndicalistes, des étudiants, des personnalités religieuses. Des milliers et des milliers d'Africains sont arrêtés en vertu de la loi humiliante sur les laissez-passer. Malgré les appels de la communauté internationale, le régime de Pretoria a fait exécuter des combattants de la liberté éminents du peuple sud-africain : Thelle Mogoerane, Jerry Mosololi et Marcus Motaung. Des milliers de prisonniers politiques languissent dans les prisons et les camps de l'Afrique du Sud : Nelson Mandela et d'autres dirigeants des combattants de la liberté sud-africains languissent encore en prison, dans des conditions particulièrement pénibles.

101. La politique de violence et de répression menée par le régime de Pretoria à l'intérieur du pays s'accompagne d'actes d'agression, de terrorisme et de subversion à l'égard des pays africains indépendants. Le régime de Pretoria continue à occuper une partie importante du territoire de l'Angola et mène une guerre ouverte contre ce pays. L'Afrique du Sud entreprend et renforce systématiquement ses mesures de déstabilisation sur les plans militaire, politique, économique et idéologique contre les Etats voisins : le Mozambique, la Zambie, le Zimbabwe, le Botswana, le Lesotho, le Swaziland, les îles Seychelles. L'Afrique du Sud entraîne, arme, finance et utilise à ses propres fins des groupements contre-révolutionnaires, des bandits et des mercenaires pour déstabiliser la région.

102. Afin de maintenir et de renforcer le régime d'*apartheid* à l'intérieur du pays et de poursuivre sa politique d'agression à l'extérieur, le régime raciste d'Afrique du Sud maintient un appareil militaire énorme auquel il consacre des sommes qui sont plus considérables chaque année. D'après les données officielles, en 1983-1984 le budget militaire de l'Afrique du Sud s'est élevé à 3 milliards 93 millions de rands, c'est-à-dire 15,9 p. 100 de plus que pour la période 1982-1983. Mais en fait, les dépenses militaires dépassent de beaucoup ces chiffres car, comme l'indique le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, les dépenses militaires sont dissimulées sous différentes rubriques budgétaires [ibid.].

103. L'accroissement intensif de la capacité militaire de l'Afrique du Sud, avec l'aide de certains pays occidentaux et d'Israël en particulier, présente un très grand danger pour les peuples d'Afrique. Selon le rapport du Comité, l'Afrique du Sud dispose d'un équipement et d'une technologie suffisants pour fabriquer une douzaine d'engins nucléaires.

104. Il découle clairement de tout cela que le régime de Pretoria représente une très grave menace pour les Etats indépendants du continent africain, pour la paix et la sécurité non seulement dans cette région mais aussi dans le monde entier.

105. Sous l'influence de la lutte toujours plus intense du peuple sud-africain pour l'élimination du système d'*apartheid* et pour la réalisation d'une véritable autodétermination, ainsi que sous la pression de la condamnation universelle, le régime de Pretoria est obligé de recourir à divers subterfuges et à des transformations superficielles qui ne changent rien à l'essence même de l'*apartheid* mais qui, au contraire, ont pour but de le renforcer et de le perpétuer. C'est de ce genre de mesures qu'il s'agit quand on parle de l'octroi de l'indépendance aux bantoustans qui, en réalité, sont le résultat du déplacement par la force des Africains dans des régions du pays arides, montagneuses et difficiles d'accès et consistent à priver les Africains, dans leur propre pays, de tous les droits de citoyenneté.

106. Les prétendues réformes constitutionnelles prolongent la politique des bantoustans. Les peuples du monde ont qualifié ces réformes de nouvelles manœuvres pour semer la division dans les rangs du peuple opprimé d'Afrique du Sud, sur la base de l'origine nationale ou raciale, et pour priver 22 millions d'Africains de tous les droits de citoyenneté.

107. La délégation mongole a appuyé entièrement la résolution 38/11, qui a été adoptée il y a deux jours et par laquelle l'Assemblée générale a rejeté ces prétendues propositions constitutionnelles, y voyant un effort pour renforcer davantage la domination de la minorité blanche et l'*apartheid*.

108. On est en droit de se demander pourquoi et comment le régime raciste de Pretoria peut ainsi impunément continuer à fouler aux pieds la volonté des peuples du monde et ignorer les exigences de la communauté internationale. La réponse, on la trouve dans la coopération qui se poursuit entre certains pays occidentaux et leurs sociétés transnationales et le régime de Pretoria, en dépit des décisions des Nations Unies. Les forces impérialistes qui voient dans le régime raciste d'Afrique du Sud un bastion du colonialisme et du néo-colonialisme, une forteresse puissante à partir de laquelle on peut mener une lutte contre les mouvements de libération nationale des peuples du continent africain, apportent à ce régime un appui et une assistance dans tous les domaines. Ce sont elles qui continuent à bloquer l'adoption par les Nations Unies de décisions visant à isoler complètement le régime de l'Afrique du Sud. Trois Etats occidentaux, membres du

Conseil de sécurité, ont émis un veto à l'encontre de l'adoption de sanctions globales et obligatoires contre le régime de Pretoria. L'actuel Gouvernement des Etats-Unis entretient des relations particulièrement chaleureuses de « coopération constructive » avec son « ami » et « allié », le régime raciste de Pretoria.

109. Les principales puissances occidentales sont aussi très soucieuses de maintenir le régime d'*apartheid* en Afrique du Sud parce qu'elles en retirent des bénéfices fabuleux en pillant les ressources naturelles et en exploitant sans merci la main d'œuvre à bon marché du peuple opprimé de cette partie du monde. Ces Etats s'opposent par tous les moyens à la mise en œuvre des résolutions des Nations Unies qui demandent qu'il soit mis fin à toutes les relations avec le régime de Pretoria. Les principaux partenaires commerciaux de Pretoria — le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, l'Italie et la France — continuent d'entretenir des relations avec l'Afrique du Sud sur le plan commercial et économique.

110. La délégation mongole a étudié attentivement le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* et partage entièrement les évaluations et les conclusions qu'il renferme. Nous appuyons pleinement les recommandations du Comité qui estime qu'il est nécessaire d'adopter des sanctions globales et obligatoires contre le régime de Pretoria, conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, dans le but d'isoler entièrement ce régime. Ma délégation appuie également les recommandations concernant l'octroi d'une assistance dans tous les domaines aux peuples opprimés de l'Afrique australe, ainsi qu'aux mouvements de libération nationale, et la mobilisation de l'opinion publique mondiale en faveur des efforts des Nations Unies.

111. La délégation mongole apprécie hautement les activités du Comité spécial contre l'*apartheid*, dirigé par M. Maitama-Sule. Le Comité, dont on a célébré le vingtième anniversaire en mars dernier, apporte une contribution importante à la mobilisation de l'opinion publique mondiale en vue d'appuyer la lutte légitime des peuples de l'Afrique australe et les efforts de la communauté internationale visant à éliminer le régime de l'*apartheid*.

112. Conformément à sa position de principe qui consiste à appuyer la cause de la libération nationale et sociale, la République populaire mongole est fermement solidaire de la lutte des peuples de l'Afrique australe contre le colonialisme, l'impérialisme, le racisme et l'*apartheid*. La Mongolie applique pleinement toutes les décisions des Nations Unies et n'entretient aucune relation avec le régime de Pretoria.

113. Pour conclure, ma délégation tient à assurer qu'elle appuie entièrement les efforts des Nations Unies visant à éliminer le régime odieux de l'*apartheid* et à soutenir la lutte des peuples de l'Afrique australe.

114. M. KRAVETS (République socialiste soviétique d'Ukraine) [interprétation du russe]: Les Nations Unies et la communauté mondiale ont déjà déployé et continuent à déployer de grands efforts pour surmonter et éliminer la forme la plus honteuse de discrimination raciale : la politique et la pratique d'*apartheid* en Afrique australe. Le système inhumain d'*apartheid* a été condamné énergiquement par de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires ainsi que du Conseil de sécurité. Les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les mouvements qui se sont fixé pour but de lutter contre l'*apartheid* agissent activement. Tout cela témoigne du fait que la communauté internationale attache une grande importance à l'élimination de l'*apartheid*.

115. Et pourtant on se heurte constamment à des méfaits toujours nouveaux de la part des racistes du régime de Pretoria. Nous ne cessons d'être les témoins de nouveaux crimes sanglants de la part des racistes.

116. Le régime d'*apartheid* recourt de plus en plus souvent à une agression armée ouverte contre les Etats africains voisins. Il y a quelques jours à peine, l'Angola, le Mozambique et le Lesotho ont fait l'objet de nouveaux actes d'agression de la part de Pretoria.

117. La politique criminelle d'*apartheid*, les actes d'agression des racistes sud-africains représentent une menace grave et bien réelle pour la paix et la sécurité internationales. Le régime raciste d'Afrique du Sud est le principal facteur de déstabilisation au sud du continent africain. Cette situation existe depuis de très nombreuses années et se poursuivra tant que le régime raciste continuera à exister en Afrique du Sud. Les mesures artificielles ne sauraient rien changer à cet état de choses.

118. Cent quarante et un Etats se sont prononcés sans équivoque à cet égard il y a à peine quelques jours. Ces manipulations constitutionnelles ne poursuivent qu'un seul but, celui de perpétuer le régime criminel de l'*apartheid*.

119. Il n'y a aucune raison de croire, comme cherchent à nous en persuader les représentants des Etats-Unis et certains autres pays, que les prétendues réformes constitutionnelles témoignent du fait que les racistes comprennent qu'il est nécessaire de résoudre les problèmes de la population autochtone d'Afrique du Sud et que ce sont là les premiers changements du régime de l'*apartheid* dans la bonne direction. L'*apartheid* ne peut être réformé; il doit être éliminé. En outre, selon un article publié dans le *Christian Science Monitor* le 7 novembre 1983, le Premier Ministre de l'Afrique du Sud, M. Botha, aurait déclaré ouvertement — cyniquement mais ouvertement :

« Les Africains n'auront jamais accès au système politique en Afrique du Sud. Ils n'auront jamais leur propre chambre des représentants... et ils devront trouver une consolation politique dans 10 petits *homelands* ruraux et pauvres. »

120. La République socialiste soviétique d'Ukraine a appuyé sans réserve la résolution 38/11 adoptée le 15 novembre dernier.

121. La principale raison de la vitalité du régime raciste d'Afrique du Sud, de son agressivité croissante et de l'occupation de la Namibie et d'une partie du territoire angolais vient sans aucun doute dans l'assistance multiple qu'il reçoit, sur les plans politique, diplomatique, économique, militaire et autres, de l'impérialisme — notamment des Etats-Unis d'Amérique. Cette assistance est accordée au mépris des résolutions adoptées par les Nations Unies qui ont condamné toute aide donnée au régime sud-africain et ont demandé de mettre fin à toute coopération avec ce régime. Ainsi, par exemple, dans le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, on lit :

« Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui, en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, assume une grande responsabilité et professe une horreur absolue de l'*apartheid*, poursuit malheureusement une politique diamétralement opposée aux grandes lignes de l'action entreprise par l'Organisation des Nations Unies contre l'*apartheid*, à savoir l'isolement du régime raciste sud-africain; l'assistance à la lutte légitime du peuple opprimé et de son mouvement de libération nationale pour la liberté; et la mobilisation de l'opinion publique mondiale pour l'inciter à apporter son appui à une action internationale efficace en vue de l'élimination totale de l'*apartheid*. » [*Ibid.*, par. 260.]

M. Malinga (Swaziland), vice-président, prend la présidence.

122. La « coopération constructive » du Gouvernement des Etats-Unis avec son allié stratégique est présentée comme quelque chose qui permettrait de contribuer à faire changer le régime d'*apartheid*. Mais on ne saurait douter des raisons véritables de cette coopération étroite et de cette compréhension mutuelle entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. Ce qui importe bien sûr c'est ce qui rapproche les dirigeants de Washington et ceux de Pretoria : un anti-communisme déchaîné et une haine pour les peuples qui ont lancé un défi à la domination de l'impérialisme et du racisme. On peut dire en toute certitude que si le représentant de l'Afrique du Sud s'était trouvé dans cette salle au moment du vote de la résolution sur la Grenade, il aurait voté avec les Etats-Unis et Israël. Les réactionnaires américains voient dans le régime raciste un bastion de l'anti-soviétisme et de l'anti-communisme en Afrique et ils n'épargnent aucun effort pour le renforcer.

123. Tout aussi importants sont les intérêts économiques égoïstes du capital des monopoles des Etats-Unis et d'autres pays occidentaux. Les sociétés américaines possèdent 57 p. 100 de toutes les actions étrangères dans les mines d'or et les sociétés minières d'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud satisfait environ 70 p. 100 des besoins des pays occidentaux en platine. On trouve en Afrique du Sud les filiales de 250 des 500 plus importantes sociétés américaines dont les noms sont publiés chaque année dans la revue *Fortune*. De l'aveu même de la presse américaine, les données officielles sur le volume des investissements des sociétés américaines dans l'économie de l'Afrique du Sud sont à multiplier par cinq; elles représentent non pas 2,6 milliards de dollars mais plutôt 14,6 milliards de dollars, comme cela a déjà été mentionné au cours de la discussion.

124. Les sommes énormes que représentent les investissements américains et les prêts américains permettent de comprendre pourquoi les milieux dirigeants de l'Afrique du Sud peuvent, en dépit de la crise économique dont ils souffrent, augmenter les crédits affectés aux forces armées et pourquoi Pretoria est en mesure d'accroître sa pression militaire sur les pays voisins. Le milieu des affaires, aux Etats-Unis, est intéressé au plus haut point à voir les racistes maintenus au pouvoir car ils leur permettent non seulement d'exploiter les ressources de l'Afrique du Sud mais aussi de piller sans le moindre problème les richesses naturelles de la Namibie que le régime occupe illégalement.

125. L'année dernière, les Etats-Unis ont permis à l'Afrique du Sud d'obtenir un prêt de plus d'un milliard de dollars et ceci au moment où ils incitaient le FMI à réduire sensiblement les prêts qu'il accorde aux pays en développement qui ont pourtant le plus besoin d'un secours financier.

126. Il faut remarquer que l'Afrique du Sud entretient des liens de coopération plus étroits avec Israël et qu'elle y est encouragée par les Etats-Unis. Ces liens étroits entre les racistes et les sionistes sont fondés sur des doctrines idéologiques semblables, une politique qui est caractérisée par le chauvinisme à l'intérieur et l'agression à l'extérieur.

127. Le rapport spécial du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/38/22/Add.1] cite de nombreux exemples de cette coopération entre Israël et l'Afrique du Sud et ce dans les domaines les plus divers. On est en droit de s'inquiéter de l'ampleur de la coopération entre Israël et l'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire. Environ 70 p. 100 des exportations de technologie militaire israéliennes sont destinées à l'Afrique du Sud. Tel-Aviv fournit aux racistes des armes pour l'infanterie, des fusées de

types divers, des avions, des navires ainsi que du matériel technique et des licences de fabrication pour ce matériel.

128. Non seulement Pretoria et Tel-Aviv échangent leurs techniques militaires, mais les théories militaires du régime d'*apartheid* profitent de l'« expérience » israélienne en ce qui concerne la guerre contre les partisans et les raids d'agression contre les Etats voisins. Les pilotes sud-africains utilisent des avions « Kfir », fabriqués sous licence israélienne, pour bombarder l'Angola, et les conseillers et instructeurs de Tel-Aviv encouragent les assaillants sud-africains en Namibie.

129. Leur coopération ne s'arrête pas aux armes conventionnelles. Israël et l'Afrique du Sud coopèrent en ce qui concerne la mise au point d'une arme nucléaire. En échange de livraisons d'uranium, Israël partage avec les racistes ses connaissances dans le domaine de la technologie nucléaire.

130. La coopération des racistes et des sionistes suscite une grande inquiétude partout dans le monde parce que, comme l'a dit la Conférence internationale sur l'alliance entre l'Afrique du Sud et Israël, qui s'est tenue à Vienne du 11 au 13 juillet 1983, elle est dirigée contre le peuple opprimé d'Afrique du Sud, les peuples de Namibie, de Palestine et des Etats indépendants d'Afrique et du monde arabe. Nous partageons entièrement les préoccupations exprimées tant par cette conférence que par le Comité spécial contre l'*apartheid* dans son rapport quant au fait que les gouvernements des Etats-Unis et d'autres pays occidentaux encouragent l'alliance d'Israël et de l'Afrique du Sud, allant ainsi à l'encontre des décisions des Nations Unies.

131. Il faut absolument que cesse toute assistance au régime criminel d'*apartheid*. La communauté internationale ne peut tolérer que cette forme la plus odieuse du racisme ait encore sa place sur notre planète. Il y a longtemps que se fait sentir la nécessité de prendre des mesures efficaces contre l'Afrique du Sud. La RSS d'Ukraine appuie la proposition des Etats africains visant à demander au Conseil de sécurité d'adopter des sanctions obligatoires, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, à l'encontre de l'Afrique du Sud. Nous voulons que tous les Etats respectent strictement toutes sanctions déjà approuvées par le Conseil de sécurité contre le régime d'Afrique du Sud. Il faut mettre à bas l'obstructionnisme auquel se livrent plusieurs Etats impérialistes à l'égard de cette question. Il faut éliminer l'*apartheid*.

132. A cette fin, la RSS d'Ukraine ne ménagera aucun effort.

133. M. LOEIS (Indonésie) [interprétation de l'anglais] : La campagne internationale contre l'*apartheid* dont le Comité spécial contre l'*apartheid*, est le fer de lance depuis sa première réunion, il y a de cela 20 ans, a touché la conscience de tous les peuples du monde. Travaillant sans relâche contre l'*apartheid*, le Comité a affirmé les liens indivisibles entre l'indépendance nationale, la justice sociale, l'égalité raciale et la paix internationale. Il s'est par ailleurs efforcé de faire de la lutte internationale contre l'*apartheid* un des thèmes principaux des activités de l'Organisation pour parvenir à un engagement plus sincère à l'égard de la notion d'interdépendance entre les peuples du monde et vis-à-vis de notre responsabilité commune pour ce qui est de l'avenir de l'humanité.

134. En effet, s'il y a eu un progrès au moins depuis 1946, lorsque, pour la première fois, la question de l'*apartheid* a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, c'est l'acceptation du principe de l'égalité raciale et de la lutte de tous puisque cette égalité a été consacrée par les Nations Unies en tant qu'objectif fondamental que

personne ne songe plus à remettre en doute. Peu de questions ont retenu notre attention aussi longtemps que celle de l'*apartheid*. Et cette unanimité a trouvé son expression internationale dans la condamnation de cette pratique comme étant contraire à la morale, un crime contre l'humanité et une menace pour la paix et la sécurité internationales.

135. Plutôt que de citer les très nombreuses résolutions et autres décisions de l'Assemblée générale et autres organes des Nations Unies, je me contenterai de rappeler que l'Assemblée générale, l'année dernière, lors de sa trente-septième session, a adopté au moins 13 résolutions sur les divers aspects de l'*apartheid*. Ces résolutions reflètent la mobilisation totale des relations internationales dans tous les domaines afin de s'opposer à la doctrine politique et sociale odieuse de l'*apartheid* suivie par le régime raciste de Pretoria pour soumettre la majorité de la population sud-africaine. A de grandes majorités, les Nations Unies ont demandé à plusieurs reprises que des mesures décisives soient prises pour contribuer à la libération du peuple de l'Afrique du Sud en lutte, car il ne peut y avoir ni trêve, ni compromis, ni tolérance à l'égard d'aucun aspect ou manifestation de la politique et de la pratique déshumanisantes de l'*apartheid*.

136. Face à cette volonté, le régime raciste a renforcé l'*apartheid* dans tous les secteurs de la société. Ce mois-ci encore, la minorité raciste a adopté une prétendue nouvelle constitution dont on peut dire qu'elle ne fait que reprendre et renforcer les éléments essentiels de l'*apartheid*. La majorité opprimée de l'Afrique du Sud n'a pas été dupe de cette manœuvre et s'est opposée vigoureusement à ce nouvel instrument de racisme légalisé avec une unité et une volonté accrues. Par conséquent, le fait que l'Assemblée générale, dans sa résolution 38/11 adoptée il y a deux jours, se soit exprimée en termes non ambigus en rejetant totalement cette dernière invention du régime de Pretoria revêt une grande importance.

137. En outre, la politique répréhensible de bantoustaniisation de l'Afrique du Sud raciste a été renforcée par la prétendue indépendance imminente du KwaNdebele — qui doit intervenir l'année prochaine — bien que la majeure partie de sa population vive en dehors du prétendu homeland. On apprend qu'au cours des 20 dernières années 3,5 millions de Noirs ont été déracinés et envoyés dans des territoires arides éloignés, et maintenant quelque 2 millions de personnes de plus vont être déchues de leur citoyenneté — nombre qui pourrait un jour atteindre les 8 millions et plus — au fur et à mesure que s'accélère le processus de la « réinstallation ».

138. Face à ces nouvelles mesures répressives, la résistance aux politiques du régime raciste ne fait que s'intensifier. En dépit des arrestations, des détentions et des tortures, des procès politiques, des bannissements, des lois oppressives et des contrôles des mouvements de population, la volonté à toute épreuve de la population s'est manifestée à plusieurs reprises et tout récemment encore, en août dernier, au cours d'une réunion de protestation, la plus importante qui ait eu lieu en Afrique du Sud au cours des 25 dernières années, pour condamner l'*apartheid* et la prétendue nouvelle constitution.

139. La lutte militante contre l'*apartheid* ne cesse de s'intensifier. Les combattants de la liberté ont mené des actions militaires contre l'ordre militaire du régime. Cette intensification de la lutte armée s'est produite à la suite de l'exécution de combattants de la liberté et de la mort de nombreux détenus politiques placés en garde à vue, actes de brutalité caractérisés qui ont été condamnés par l'Organisation et tous les pays civilisés.

140. De plus, pour enrayer cette intensification de la résistance, le régime raciste a renforcé ses actes d'agression

et de déstabilisation contre les Etats africains indépendants voisins, essentiellement les Etats de première ligne dont l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe; et même les Seychelles ont dû repousser une tentative grossière d'intervention militaire. Ces actes d'agression délibérés et ces violations du droit international ont fait de nombreuses victimes et causé des destructions importantes; ils constituent une menace grave non seulement à l'égard de la stabilité régionale mais également à l'égard de la paix et de la sécurité internationales.

141. J'ai parlé de la détérioration constante de la situation en Afrique du Sud car, selon nous, c'est en raison de cette situation, allant de pair avec les raids de Pretoria contre des Etats de la région, qu'il nous est difficile de comprendre les raisons pour lesquelles certains milieux continuent de nous dire que le maintien des relations commerciales et autres avec le régime raciste finira en quelque sorte par renverser cette politique d'*apartheid* et conduira à l'émancipation de la majorité opprimée depuis si longtemps.

142. Bien qu'il y ait diverses opinions sur les mesures à prendre, nous estimons, comme la grande majorité des Etats Membres, que la collaboration, ouverte ou secrète — qu'elle soit militaire, économique ou politique — ne saurait être défendue d'aucune manière.

143. Il n'y a aucune justification rationnelle à l'argument selon lequel les relations politiques, militaires et économiques avec Pretoria pourraient influencer les racistes et les amener à abandonner l'*apartheid*. En fait, ce que les 25 dernières années ont clairement démontré c'est tout à fait le contraire: les intérêts économiques étrangers et les considérations stratégiques déplacées ont été manipulées par Pretoria pour faire progresser sa propre hégémonie régionale et pour renforcer le système d'*apartheid*. Il est grand temps que les défenseurs de Pretoria se rendent compte que leurs relations continues avec le régime raciste de Pretoria ne peut que jeter le doute sur leur prétendu dévouement si souvent répété à la lutte contre l'*apartheid*. Cela ne peut que conduire la communauté internationale à ne pas leur faire confiance et à leur refuser sa coopération, étant donné que la grande majorité des Etats Membres se voient défiés impunément par quelques pays, tout comme Pretoria défie la volonté de la majorité à l'intérieur de ses propres frontières.

144. En tant que membre du Comité spécial contre l'*apartheid* et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, l'Indonésie a maintenu son ferme engagement à la lutte contre l'*apartheid* et pour l'indépendance de la Namibie. Nous sommes convaincus depuis longtemps que la paix, la justice et la sécurité de la région de l'Afrique australe ne pourront régner tant que ces deux importantes questions ne seront pas résolues.

145. Cette année, la communauté internationale a convoqué des conférences internationales spéciales sur la question de Namibie et la collaboration de Pretoria avec Israël, ainsi que l'importante réunion du groupe d'experts sur l'embargo pétrolier en vue de parvenir à la mise en œuvre des diverses décisions des Nations Unies. Ayant participé à ces débats, nous sommes plus convaincus que jamais que, sur les 13 décisions de la trente-septième session de l'Assemblée générale que j'ai déjà mentionnées, l'appel lancé à tous les Membres pour qu'ils poursuivent leurs activités en application du Programme de l'année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud [résolution 37/69C] est l'un des plus importants efforts pratiques à la réalisation duquel nous devons œuvrer de concert, car, sans une pression réelle et efficace, aucune des résolutions antérieures ni celles qui

seront adoptées au cours de la présente session ne nous permettront d'espérer réellement atteindre le but visé.

146. Mon gouvernement a constamment adhéré à la Déclaration de Paris sur des sanctions contre l'Afrique du Sud². Tant que la Namibie et le peuple de l'Afrique du Sud ne seront pas parvenus à la véritable émancipation et à l'indépendance et tant que la politique odieuse de l'*apartheid* ne sera pas éliminée, l'Indonésie n'établira aucune relation avec le régime raciste de Pretoria. Dans l'exercice de leur devoir constitutionnel qui est d'éliminer le colonialisme, l'injustice et l'inhumanité partout dans le monde, le Gouvernement et le peuple indonésien ont scrupuleusement respecté l'embargo obligatoire sur les armes et le pétrole à destination de l'Afrique du Sud, ainsi que toutes les sanctions et le boycottage imposés sur une base volontaire contre ce pays. Dans la mesure de ses ressources limitées, mon gouvernement continue également d'apporter une assistance matérielle et financière à la lutte contre l'*apartheid* et à la cause de l'indépendance de la Namibie.

147. Nous en sommes arrivés à un point critique où l'intensification de la lutte pour la libération des peuples sud-africain et namibien se heurte à une recrudescence de la brutalité et de l'oppression. Ces circonstances ont créé une situation où l'escalade des tensions et des hostilités régionales peut à tout moment déclencher un soulèvement et des violences incontrôlables où sombrera toute l'Afrique australe, avec des conséquences incalculables pour la paix et la sécurité internationales. Nous nous devons donc de faire appel de nouveau au Conseil de sécurité pour qu'il assume ses responsabilités et exerce l'autorité que lui confère la Charte des Nations Unies pour éviter une conflagration d'une ampleur sans précédent. Il doit agir ainsi en précisant bien à l'Afrique du Sud que si elle persiste dans son défi insolent des exigences de la majorité écrasante de l'humanité l'imposition de sanctions contraignantes et globales, en vertu des dispositions du Chapitre VII de la Charte, ne pourra plus être retardée. Nous partageons le pressentiment collectif que l'occasion d'un changement pacifique dans des conditions rationnelles risquent de nous échapper et de ne jamais se représenter.

148. M. BLUM (Israël) [interprétation de l'anglais]: Une fois de plus, le problème de l'*apartheid* figure à l'ordre du jour de l'Assemblée. Il est cependant extrêmement regrettable que de nombreux orateurs qui ont pris la parole sur cette question ne semblent pas prendre en considération sa véritable cause, ses facteurs sous-jacents et ses conséquences. En fait, la question dans son ensemble fait une fois encore l'objet de manipulations cyniques — suivant l'usage — de la part de ces délégations qui, ce faisant, s'efforcent de promouvoir leurs intérêts politiques au détriment de la lutte authentique menée contre cette forme de racisme. Ainsi, les victimes du fanatisme sont oubliées et la répulsion authentique contre le racisme est tournée en dérision.

149. Le peuple juif a été victime de l'intolérance et du fanatisme depuis l'aube de l'histoire de l'homme. Hélas! cette persécution et cette haine ne sont pas un simple phénomène historique appartenant au passé; elles demeurent vivaces parmi nous. Que cela soit dû à une politique officielle de certains pays ou à un environnement social dans d'autres, les juifs, dans différentes régions du monde, souffrent des effets de l'intolérance et du fanatisme. En fait, de telles manifestations de racisme sont dirigées contre Israël même, comme en témoignent les politiques et les idéologies de nombreux Etats ainsi que leur attitude dans cette enceinte.

150. Israël n'est pas un simple observateur qui se contente de sympathiser avec les victimes du racisme et de

l'oppression. Nos vues ont été façonnées par une expérience historique amère et douloureuse au cours des siècles, au point que notre horreur du racisme est enracinée dans les normes sociales qui font partie intégrante des enseignements du judaïsme.

151. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/38/22] est le dernier d'une longue série de rapports tendancieux. Comme les précédents, le rapport de cette année affirme mensongèrement qu'il existe une « alliance » entre Israël et l'Afrique du Sud. Cependant, avant d'en venir aux déformations mensongères de cette machination, il est bon d'examiner de près les détracteurs d'Israël responsables d'allégations calomnieuses lancées contre mon pays.

152. Il est extrêmement regrettable de constater que de nombreux pays représentés ici aujourd'hui, bien qu'ils prétendent être de ceux qui critiquent le plus fermement le racisme, ont exploité cyniquement la question pour servir leurs propres objectifs infâmes et partisans, qui n'ont rien à voir avec l'élimination du racisme. Au contraire, ceux-là mêmes qui se targuent de critiquer le racisme représentent des régimes qui illustrent les pires formes de discrimination, d'intolérance et d'oppression. Nous ne devons jamais perdre de vue que de nombreux Etats, voire tous les Etats qui ont orchestré et mené l'offensive verbale contre Israël, tout en critiquant ostensiblement le problème de l'*apartheid*, écrasent sans merci leurs propres minorités et réduisent en esclavage leurs peuples en leur imposant des dictatures cruelles. L'emprisonnement généralisé sans procès, les disparitions de prétendus opposants politiques, la dégradation, la torture, les exécutions sommaires et les massacres sont leurs marques distinctives.

153. Parmi les pays représentés au Comité spécial contre l'*apartheid*, nous trouvons par exemple la Syrie. La politique brutale de la minorité Alawite dirigeante en Syrie a fait des milliers de victimes et l'année dernière elle a atteint son point culminant lors de l'horrible massacre de 10 000 à 25 000 personnes et l'extermination à Hama de familles entières; à la suite de ce massacre, environ 20 000 enfants de la ville sont devenus orphelins et les quartiers historiques de la ville ont été en grande partie détruits. La nature sauvage du régime syrien a également été soulignée cette semaine dans un rapport spécial d'Amnesty International, qui décrit les atrocités commises par les forces syriennes à Hama et apporte des faits accablants qui prouvent que, au cours des années, des milliers de personnes ont été persécutées, arrêtées arbitrairement, horriblement torturées et même exécutées sommairement par les forces de sécurité syriennes.

154. L'Algérie, un autre membre du Comité spécial, est connue pour opprimer les Berbères auxquels elle refuse le droit à une expression culturelle distincte.

155. Les Etats du bloc oriental et certains autres Etats persistent à refuser à leurs citoyens les libertés les plus fondamentales, violant ainsi divers traités internationaux dont ils sont signataires et par là même la Charte des Nations Unies.

156. En dehors du Comité spécial, mais non moins virulents, on trouve d'autres pays, comme la Libye et l'Iraq. Le fanatisme et la nature extrêmement oppressive de la Libye sont devenus célèbres. En fait, l'hystérie qui symbolise l'intolérance religieuse du dictateur libyen a pris récemment un ton aigre lorsque le colonel Kadhafi a encouragé ouvertement et de manière accrue la haine contre les fidèles d'autres religions, particulièrement contre les Chrétiens, comme il l'a fait, par exemple, dans son discours du 1^{er} septembre 1983, jour anniversaire de son coup d'Etat. L'Iraq, également, est devenu tristement célèbre pour sa répression sanguinaire des libertés de l'homme et les persécutions cruelles des minorités kurdes et assyriennes.

157. En menant leur campagne cynique contre Israël, dans le contexte de l'*apartheid*, les Etats arabes et leurs alliés ont adroitement manœuvré pour détourner l'attention de leur rôle central dans l'histoire du racisme contre les Africains noirs. Pendant des siècles, la traite des esclaves africains a été le fait des Arabes et dans certains pays arabes l'esclavage persiste aujourd'hui.

158. La brutalité arabe exercée contre des Africains noirs a été rappelée le 17 février 1973 dans la revue ghanéenne *Weekly Spectator*, qui écrivait que, au cours de la lutte du Ghana pour l'indépendance, les commerçants arabes « se sont groupés en une force de volontaires et armés de bâtons ils s'en sont pris aux combattants de la liberté dans les rues d'Accra, et ce en plein jour ».

159. L'appel de Kadhafi à une *jihad* (guerre sainte) contre la chrétienté en Afrique a amené l'archevêque africain noir d'Abidjan à demander dans le journal de Milan *Avvenire* du 19 juin 1974 si cela pouvait signifier un retour à l'époque où 80 000 Africains étaient réduits chaque année à l'esclavage par les « colonialistes arabes ». La domination économique arabe a conduit Joseph Nyerere, le frère du Président de la Tanzanie, à écrire, dans le numéro du *Zambia Daily Mail* du 21 juin 1974 : « Les Arabes, nos anciens maîtres esclavagistes ne sont pas prêts à renoncer aux relations de maîtres à esclaves. Nous n'avons pas oublié qu'ils nous ont traités comme du bétail et nous ont vendus comme esclaves. »

160. Il est des plus regrettables que le système des Nations Unies ait été associé à la campagne de diffamation contre Israël. Le Comité spécial contre l'*apartheid* ne s'est pas contenté d'être à l'avant-garde de cette campagne avec son rapport annuel mensonger selon lequel Israël aurait « collaboré » avec l'Afrique du Sud. Il a organisé récemment une « conférence internationale » à Vienne du 11 au 13 juillet 1983 dans le but de perpétuer ce mensonge. En participant à cet exercice de mauvais goût, le Comité spécial contre l'*apartheid* a donné l'appui officiel des Nations Unies à une conférence partisane. Les Nations Unies ont donc une fois de plus gaspillé et mal employé des fonds internationaux pour financer une aventure partisane infâme au lieu de les consacrer à des projets valables, conformément aux buts de la Charte des Nations Unies.

161. Un autre développement inquiétant s'est manifesté dans les activités connexes du Centre contre l'*apartheid*. Des forces étrangères au système des Nations Unies ont fait du Centre contre l'*apartheid* un outil au service de leurs propres intérêts, lesquels n'ont le plus souvent rien en commun avec les buts des Nations Unies. Un des exemples les plus frappants de ce caractère partisan se trouve clairement reflété dans le rôle joué par le Centre contre l'*apartheid* dans la prétendue conférence qui a eu lieu à Vienne en juillet dernier. L'initiative de cette réunion est venue d'organisations extérieures au système des Nations Unies. Il est inutile d'entrer dans les détails en ce qui concerne le caractère et l'orientation des trois organisations du front soviétique bien connues qui ont organisé la Conférence — à savoir l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, l'Organisation de l'unité syndicale africaine et le Conseil mondial de la paix. Il est manifeste qu'ils ont essayé de manipuler le Centre contre l'*apartheid* et ladite conférence à leurs propres fins politiques, lesquelles n'ont aucun rapport avec la véritable lutte contre l'*apartheid*.

162. Les nations démocratiques s'illusionneraient et feraient une grave erreur si elles supposaient que la position adoptée par le Centre contre l'*apartheid* et la conférence de Vienne ne constituent qu'une attaque contre la réputation et la légitimité d'Israël. Si la réputation d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies est une

chose qu'il ne faut pas prendre à la légère, ce qui est en cause ici dépasse de loin cette question; il y a ici de nombreuses autres ramifications touchant à plusieurs autres domaines également.

163. Ces ramifications devraient être au cœur des préoccupations de toutes les nations démocratiques aux Nations Unies. De toute façon, nous ne devons pas rester des partenaires silencieux lorsque le Centre contre l'*apartheid* mine et discrédite systématiquement le système des Nations Unies en général et le Secrétariat en particulier.

164. Les basses insinuations mensongères concernant l'« étroite collaboration » existant entre Israël et l'Afrique du Sud font partie d'une campagne cynique de manipulation et de déformation des faits visant à discréditer Israël. Les faits sont déformés ou exagérés et, dans la mesure où ils paraissent gênants, tout simplement ignorés. Comme par le passé, le rapport spécial du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/38/22/Add.1] repose avant tout sur des rapports de journaux non confirmés et sur des rumeurs sans fondement. Ajoutant encore à cette absurdité, les prétendues preuves à la base de ce rapport et d'autres rapports ont souvent compris des résolutions antérieures des Nations Unies qui étaient elles-mêmes basées sur de pures fantaisies. Cette logique circulaire est en fait une perversion de la logique elle-même, et les preuves avancées auraient été rejetées par n'importe quelle instance objective.

165. Toutes les données disponibles montrent que les importations et les exportations entre Israël et l'Afrique du Sud représentent moins d'un demi pour cent du commerce total de l'Afrique du Sud. Le Comité spécial qualifie cela de « collaboration étroite ». Comment qualifierait-il les 99,6 p. 100 restants ? Des sources internationales telles que le FMI ont été incapables de fournir des chiffres en ce qui concerne le commerce d'or, de diamants et de pétrole de l'Afrique du Sud. On peut se demander dans quelle mesure les Etats arabes et les Etats de l'Europe de l'Est ne se livrent pas clandestinement à ce commerce avec l'Afrique du Sud. Il y a divers éléments qui indiquent que le niveau de ce commerce avec certains Etats arabes et de l'Europe de l'Est est loin d'être insignifiant. Cependant, le mécanisme des Nations Unies — en particulier le Comité spécial contre l'*apartheid* et le Centre contre l'*apartheid* — n'ont rien fait pour démasquer ces partenaires commerciaux et révéler l'ampleur de leurs échanges. Il est évident qu'en mettant Israël sur la sellette certains Etats cherchent à détourner l'attention d'eux-mêmes.

166. En ce qui concerne les allégations mensongères et non fondées selon lesquelles Israël entretiendrait d'étroites relations avec l'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire, ceux qui les affirment pensent qu'en répétant ces mensonges assez souvent ils les feront accepter comme des faits. Après avoir lu attentivement la Charte des Nations Unies, nous n'avons trouvé aucune disposition selon laquelle propager un mythe serait l'une des fonctions de l'Organisation des Nations Unies. Cependant, c'est exactement ce que le Comité spécial contre l'*apartheid* et d'autres instances des Nations Unies font en basant leur position et leurs « conclusions » sur des sources absolument pas dignes de foi. En fait, des rapports d'experts sur ce sujet ont été ignorés, y compris le rapport du Secrétaire général qui, se référant à certaines rumeurs à l'encontre d'Israël, les rejette comme étant dénuées de fondement¹.

167. Dans un souci d'exactitude, je voudrais réaffirmer les engagements pris par mon gouvernement le 7 décembre 1977⁴, le 3 avril 1978⁵ et le 23 juin 1980 dans une lettre adressée au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 421 (1977). La position d'Israël est énoncée

dans une note verbale en date du 14 septembre 1979, adressée audit Comité par laquelle mon gouvernement reconferme son engagement qu'il

« se conformera à la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité; Israël ne livrera donc pas à l'Afrique du Sud d'armes ou de matériels connexes, de quelque type que ce soit; et ne vendra ou ne transférera à ce pays ni armes, ni munitions, ni véhicules ou matériels militaires⁶ ».

Comme on aurait pu le prévoir, le Comité spécial dans ses rapports et l'Assemblée générale dans ses résolutions ont jugé bon d'ignorer cette position.

168. Les ennemis d'Israël ont prouvé à maintes reprises qu'aucun stratagème ne les arrêtera et qu'ils n'hésiteront devant aucune méthode pour noircir la réputation d'Israël devant la communauté internationale. Ces Etats et leurs régimes brutaux se soucient en réalité fort peu du problème de l'*apartheid* et des droits de l'homme. Les droits de l'homme, après tout, relèvent d'une notion qui est totalement étrangère à leurs pratiques et à leurs perspectives en général. Plutôt que de traiter sincèrement des manifestations de racisme et de discrimination raciale à travers le monde, les ennemis de mon pays et de la liberté, où qu'ils soient, ont, de manière répétée, déformé et exploité la question inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée, portant préjudice au consensus international qui constitue une condition préalable essentielle pour éliminer l'intolérance et le préjugé racial. La politique cynique de ceux qui exploitent le problème de l'*apartheid* à leurs propres fins ignore les injustices endurées par ceux qui ont été soumis au fléau du racisme et exploite la misère des victimes de l'intolérance. En fait, tous les pays qui s'opposent à nous considèrent les victimes de l'*apartheid* comme de simples pions à utiliser dans la poursuite d'autres objectifs.

169. Il est en vérité décourageant que les efforts nécessaires pour éliminer le racisme soient ainsi détournés vers des attaques violentes contre mon pays et que les rares fonds des Nations Unies soient gaspillés dans le financement de cette campagne de haine. De plus, la tentative de dépendre Israël comme un défenseur du racisme constitue une manœuvre déshonorante qui n'est digne que de mépris. Nous demandons instamment à tous ceux qui aspirent sincèrement à débarrasser à jamais notre monde des maux du racisme, de l'intolérance, du fanatisme de tourner le dos à une telle politique cynique et hypocrite.

170. La position d'Israël à propos de l'*apartheid* et des autres manifestations de discrimination raciale est claire : nous nous opposons de manière totale et sans réserve aucune à l'intolérance, partout où elle se manifeste. Nous avons fait connaître notre position au Gouvernement sud-africain en de nombreuses occasions. Par cette attitude directe plutôt que par des discours acrimonieux, nous pensons que la cause de l'élimination de la discrimination raciale est mieux défendue.

171. L'héritage juif d'Israël et l'origine multiraciale de ses concitoyens renforcent notre opposition à toute politique ou tout système qui cherche à humilier les autres et à les priver de leurs droits fondamentaux pour des raisons de race, de religion ou de couleur. Les Etats qui essaient sincèrement de débarrasser notre monde du racisme doivent attaquer directement le problème. Ceux qui s'opposent résolument au racisme sous toutes ses formes doivent renoncer eux-mêmes à l'influence dominante des cyniques, des intolérants et des opportunistes. Ce n'est que grâce à une telle approche que les victimes de l'intolérance peuvent espérer un avenir meilleur. Ces pays qui sont véritablement opposés au racisme et à la discrimination raciale trouveront en Israël un allié actif toujours prêt, en esprit, en pensées et en actes à s'associer à l'effort commun en vue de l'élimination de ces maux.

172. M. TAHINDRO (Madagascar) : Une fois encore, nous voici réunis dans cet hémicycle pour dénoncer le régime raciste sud-africain pour sa politique inhumaine d'*apartheid* envers la population noire d'Afrique du Sud.

173. Comme chaque année, nous condamnons le crime d'*apartheid*, que les Nations Unies ont qualifié de crime contre l'humanité. C'est ce sentiment général d'indignation qui a permis l'adoption, le 30 novembre 1973, de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* [résolution 3068 (XXVIII), annexe] par l'ensemble de la communauté internationale, et c'est dans le même esprit que la Commission du droit international a mentionné à l'article 19 de son projet de texte sur la responsabilité internationale des Etats que l'*apartheid*, au même titre que l'agression, le maintien du colonialisme, l'esclavage et le génocide, était un exemple typique du crime international.

174. Alors que le monde, dans sa presque totalité, a mis fin à l'ère du colonialisme après plusieurs siècles d'oppression et d'injustice, l'Afrique du Sud, elle, vit toujours dans l'atmosphère de cette ère et ne peut pas comprendre les raisons pour lesquelles les pays du nord se sont démarqués de cette politique.

175. Si le racisme et les législations racistes ont toujours fait partie historiquement de la société sud-africaine — et, à ce sujet, nous rappellerons les législations racistes du Transvaal depuis l'établissement des Boers dans cette région, celles du Cap entre 1852 et 1910 —, il n'en demeure pas moins que l'organisation méthodique et ordonnée du racisme sous le nom d'*apartheid*, c'est-à-dire l'institutionnalisation du racisme dans l'ensemble du territoire sud-africain n'a commencé qu'en 1948.

176. Beaucoup de raisons ont été invoquées par divers auteurs et historiens pour expliquer la doctrine de l'*apartheid*; il est toutefois notoire que la doctrine hitlérienne de race supérieure, avec toutes ses conséquences politiques, économiques et sociales, a inspiré grandement les pères de l'*apartheid*. Ces derniers ont décidé que cette doctrine nazie pouvait être appliquée à toutes les races non blanches de l'Afrique du Sud comme la doctrine nazie originelle était applicable à toutes les races non « aryennes ».

177. Comme les tenants de l'*apartheid* sont des gens méthodiques et obstinés, ils se doivent de le justifier d'une manière cohérente et ordonnée, au besoin par le sophisme. C'est ainsi qu'ils ont tenté de démontrer que les Africains — dans leur terminologie, les Bantous — sont arrivés simultanément avec les Blancs et que, par conséquent, selon eux, aucun Africain n'était établi en Afrique du Sud avant le XVIII^e siècle. De là, ils ont affirmé que les guerres menées au XIX^e siècle par les Boers et les Britanniques contre les sociétés africaines n'étaient pas des guerres coloniales prédatrices, mais des guerres entre conquérants rivaux pour la possession d'un territoire sans maître.

178. Au fil des années donc, les Africains seront appelés tour à tour Cafres, indigènes, Bantous, mais jamais Africains en raison de la connotation nationaliste de cette appellation. Car pour le régime de l'*apartheid*, il existe des nations Xhosa, Sotho, Zoulou, etc., mais pas de nation africaine en tant que telle et, par conséquent, il est impropre de parler de nationalisme africain.

179. Toutefois, plusieurs textes importants des Portugais, datant du XV^e siècle, ont attesté à l'époque l'existence de sociétés africaines organisées tout le long de la côte de l'Afrique du Sud. Des fouilles archéologiques ont même démontré, pour le malheur des théoriciens de l'*apartheid*, qu'il existait une société bantoue en Afrique du Sud avec des caractéristiques sociales, politiques et

techniques propres et cela depuis très longtemps, bien avant l'arrivée des Blancs. Pour de plus amples détails historiques nous renverrons l'Assemblée aux œuvres de R. R. Inskeep, *Oxford History of South Africa*, vol. 1^{er}.

180. L'argument de l'antériorité historique et autres arguments fallacieux étant sans fondement juridique valable, il est dès lors manifeste que, dans sa nudité, l'*apartheid* n'est en fait qu'une doctrine raciste des colons européens établis dans cette partie de l'Afrique en vue de perpétuer l'exploitation de la majorité noire du pays. On notera que quatre groupes ont contribué à l'émergence de cette doctrine de pensée, à savoir : les églises réformées hollandaises, qui ont contribué à donner un cachet moral à l'*apartheid*; la société secrète d'extrême droite appelée *Broederbond*, fondée en 1918, qui a fourni une base doctrinale à la politique du National Party sud-africain; la Federation of Afrikaans Cultural Organizations qui a été fondée en 1929, qui s'est voulue le défenseur de la culture boer; et enfin l'éducation nationale chrétienne, qui a défini les fondements de l'éducation dans la société sud-africaine.

181. Cette exploitation de la majorité noire se fera par le biais de législations discriminatoires dans tous les domaines de la vie quotidienne, tant dans les domaines politique et économique que dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la culture, de l'habitat et du sport. C'est ainsi que, dès 1948, les lois d'*apartheid* se succèdent, allant de l'interdiction du simple droit de déplacement à l'interdiction des mariages interraciaux, en passant par la ségrégation résidentielle, la classification raciale, la ségrégation des lieux publics, des transports et des écoles. Il est bien entendu que d'autres législations, parmi les plus répressives du monde, sont graduellement mises en place pour réprimer les entorses à l'ordre raciste de la minorité blanche.

182. L'*apartheid*, qui est dénoncé par les Nations Unies depuis plus de 30 ans en raison des immenses souffrances qu'il cause aux populations d'Afrique du Sud, est toujours présent. Malgré la condamnation universelle, le régime d'*apartheid* continue de se maintenir et constitue toujours une menace pour les Etats de la région par ses agressions directes ou indirectes.

183. Si l'Afrique du Sud fournit, selon la revue *Vie internationale* du mois de janvier 1981, 40 p. 100 de la production industrielle du continent africain, 75 p. 100 de l'acier et de la fonte produits en Afrique, 80 p. 100 de la houille extraite en Afrique, 20 p. 100 des échanges commerciaux de l'Afrique tout entière, et que, de plus, elle occupe le douzième rang dans le monde capitaliste pour le volume de sa production industrielle, cela est dû non seulement à l'exploitation éhontée de la majorité noire mais à la collaboration fructueuse dont elle bénéficie de la part des pays développés à économie de marché.

184. Comme il est spécifié par M. Robert Hughes, président de l'Anti-Apartheid Movement du Royaume-Uni dans les *Notes et Documents* de mars 1983 du Centre contre l'*apartheid*, les sociétés transnationales jouent un rôle dominant dans l'économie de l'Afrique du Sud. Dans le même ordre d'idée, M. Makanov écrit dans la revue *Vie internationale*, de janvier 1981, que l'économie sud-africaine est contrôlée pour une large part par le capital étranger : 1 650 firmes des pays occidentaux et autres pays opéreraient dans le pays de l'*apartheid*, attirées par les profits les plus élevés du monde, résultats de l'exploitation impitoyable des ouvriers africains.

185. Comme l'écrit à juste titre M. Bernhard Graefrath, de la République démocratique allemande, dans son article intitulé *The Crime of Apartheid: Responsibilities and Reparations*, paru dans la *Review of Contemporary Law* de 1981, la lutte pour l'éradication du régime honni

de l'*apartheid* ne peut pas être isolée de la lutte générale de libération des peuples qui sont encore victimes du pillage. Ainsi donc le problème de l'*apartheid* n'est pas simplement le déni des droits individuels de l'homme comme on a souvent tendance à le croire dans les pays occidentaux mais, bien plus grave encore, une violation des droits collectifs de tout un peuple à l'autodétermination.

186. Si la minorité blanche, quelle que soit son affiliation politique, a choisi l'*apartheid* comme base de sa politique en vue de perpétuer ses privilèges économiques et politiques, la majorité de la population, c'est-à-dire la population noire, n'est toujours pas en mesure d'exprimer ses préférences dans les domaines politique, économique et social.

187. Comme bon nombre de délégations, nous sommes d'avis que les problèmes de l'Afrique du Sud sont moins une question de droits de l'homme qu'une question de décolonisation. Dans ces conditions, il est difficile d'ajouter foi à la prétendue réforme constitutionnelle que certains pays occidentaux ont qualifiée de pas positif dans la bonne direction.

188. Contrairement à ce que pensent ces pays, la prétendue réforme constitutionnelle de l'Afrique du Sud n'est pas un assouplissement du système de l'*apartheid* mais une étape logique de la finalisation de la doctrine de l'*apartheid*. Selon le délire schizophrénique de M. Verwoerd et des théoriciens de l'*apartheid*, si les réserves pour les Africains, baptisées bantoustans, représentant d'ailleurs 13 p. 100 de la superficie totale de l'Afrique du Sud, étaient les terres d'origine des Africains et que, par voie de conséquence, ceux-ci devaient perdre à terme leur citoyenneté sud-africaine et exercer leurs droits civils et politiques dans ces homelands, ils n'ont pas, par contre, prévu des « Indianistans » ou des « Colouredestans » pour les populations indiennes et métisses de l'Afrique du Sud. Pour M. Verwoerd et ses amis, il ne faisait pas de doute que ces populations devraient avoir la possibilité de gérer leur administration et leurs propres affaires dans des mécanismes appropriés, tout en étant subordonnées au parlement blanc et au contrôle de la minorité blanche. C'est ce qu'a consacré la prétendue réforme constitutionnelle, sans que les structures fondamentales de l'*apartheid* en aient souffert, à savoir le développement séparé accompagné d'une exploitation éhontée de la majorité non blanche.

189. En ce sens, nous nous félicitons de la récente condamnation sans équivoque par les Nations Unies de cette nouvelle farce sud-africaine.

190. Pour que l'Afrique du Sud abandonne sa politique d'*apartheid*, certaines actions telles que celles qui sont définies dans la Déclaration de Lagos pour l'action contre l'*apartheid*⁸, de 1977, dans la Déclaration de Paris sur des sanctions contre l'Afrique du Sud², de 1981, et les autres mesures préconisées par les nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ainsi que l'appui sans réserve aux mouvements de libération nationale de l'Afrique du Sud et de la Namibie, doivent être effectives.

191. Pour les gouvernements, cela devrait se traduire par la rupture des relations diplomatiques et consulaires; la cessation de la collaboration dans les domaines militaire et nucléaire; l'embargo des produits pétroliers; la cessation de toute forme de collaboration économique; l'arrêt des facilités accordées aux compagnies aériennes et maritimes sud-africaines; l'interdiction de l'émigration et du tourisme vers l'Afrique du Sud; la cessation de toute collaboration culturelle et sportive. De plus, les gouvernements s'engageraient à porter assistance au peuple opprimé de l'Afrique du Sud et à son mouvement de

libération nationale ainsi qu'à porter assistance aux Etats de première ligne.

192. Dans le même ordre d'idée, tous les gouvernements devraient condamner les assassinats des chefs et membres actifs de l'ANC ainsi que les actes d'agression et de déstabilisation des Etats de première ligne et du Lesotho par l'Afrique du Sud; de même que tous les gouvernements devraient rejeter le prétendu pacte de non-agression du régime raciste, qui, simultanément, menace de recourir à la force contre les pays africains appuyant l'ANC. De même, une adhésion de tous les Etats à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime de l'*apartheid* serait grandement souhaitée.

193. En ce qui concerne les organisations intergouvernementales et autres institutions spécialisées, nous pensons qu'elles devraient empêcher le régime raciste sud-africain de participer à leurs travaux; refuser toute assistance au régime raciste; et fournir une assistance aux mouvements de libération nationale du peuple opprimé de l'Afrique du Sud.

194. Le FMI devrait refuser tout nouveau crédit au régime raciste.

195. Enfin, les syndicats, les églises, les mouvements anti-*apartheid*, les mouvements de solidarité et les autres organisations non gouvernementales ainsi que les particuliers devraient contribuer à la campagne internationale contre l'*apartheid* en informant et en sensibilisant l'opinion publique sur les crimes de l'*apartheid*.

196. Pour notre part, nous tenons à exprimer notre sincère appréciation aux Etats de première ligne et aux Etats voisins pour leurs sacrifices quotidiens et pour leur refus d'abandonner leur position traditionnelle d'appui moral, diplomatique et politique en faveur de l'ANC dans sa lutte pour l'instauration d'une société démocratique non raciale en Afrique du Sud.

197. Nous voudrions également exprimer au peuple sud-africain notre appui pour la résistance acharnée qu'il déploie contre le régime d'*apartheid*, sous la direction de son mouvement d'avant-garde, l'ANC.

198. M. LIANG Yufan (Chine) [*interprétation du chinois*]: Plus de 30 années se sont écoulées depuis que l'Assemblée générale a examiné pour la première fois la politique raciste des autorités sud-africaines. L'Assemblée a adopté de nombreuses résolutions par lesquelles elle demandait qu'il soit mis fin à la domination raciste des autorités sud-africaines. Toutefois, il n'y a pas eu le moindre changement dans la position des autorités sud-africaines. Au contraire, elles sont devenues plus acharnées dans la poursuite de leur politique et plus impitoyables dans la répression qu'elles mènent contre le peuple sud-africain.

199. Les autorités sud-africaines ont depuis longtemps promulgué plusieurs centaines de décrets de discrimination raciale. Recourant aux baïonnettes et aux prisons, elles ont dénié à plus de 20 millions de Noirs presque tous les droits et libertés démocratiques. Elles ont renforcé leur plan de bantoustanisation afin de confiner les Noirs dans les « homelands noirs » stériles. D'après le communiqué de presse publié récemment par le secrétariat de l'OUA, plus de 10 millions d'Africains ont été amenés de force dans les bantoustans. Les 10 bantoustans prévus, une fois établis, ne représenteront que 12,7 p. 100 du territoire de l'ensemble du pays alors que les 87,3 p. 100 restants avec les villes, les mines, les chemins de fer, etc., seront déclarés « Afrique du Sud blanche ». Dans cette région, les africains autochtones, qui sont les maîtres légitimes de l'Afrique du Sud, sont arbitrairement classés comme étrangers et se voient refuser le droit de la libre entrée et du libre départ. Le système de l'*apartheid* est évident

dans les domaines politique, économique, culturel, social et dans celui de l'éducation. Les autorités sud-africaines sont encore plus impitoyables dans la persécution des combattants de la liberté et des dirigeants qui s'opposent à leur système barbare. Les dirigeants nationalistes et les combattants de la liberté, tels que Nelson Mandela, ont été injustement condamnés à de longues peines de prison. En juin dernier, allant à l'encontre d'une forte opposition de la part de la communauté internationale, les autorités sud-africaines ont exécuté froidement trois combattants de la liberté de l'ANC et ont commis de nouveaux crimes contre le peuple sud-africain.

200. Afin de tromper le peuple d'Afrique du Sud et le monde dans son ensemble, les autorités sud-africaines se sont livrées à des manœuvres pour mettre sur pied récemment un prétendu référendum, auquel les Blancs seuls ont pu participer. Ils ont adopté une « nouvelle constitution » qui autorise les métis et la population d'origine indienne à « partager le pouvoir ». L'Assemblée générale vient d'adopter une résolution par laquelle elle dénonce et rejette cette sinistre machination [résolution 38/11].

201. Si les autorités sud-africaines font preuve d'autant d'arrogance, c'est parce qu'elles bénéficient de l'appui et de la complicité d'une grande puissance. Afin de maintenir leurs intérêts acquis en Afrique australe, certaines forces de l'Occident fournissent aux autorités sud-africaines une assistance économique et un équipement militaire au mépris total des vœux des peuples du monde. Ce faisant, elles ont accru l'arrogance du régime raciste d'Afrique du Sud et ont exacerbé la tension dans la région.

202. Là où il y a oppression, il y a résistance. Le peuple sud-africain mène une lutte inlassable contre l'*apartheid*; cette lutte s'accroît vigoureusement dans sa portée et dans son intensité. La juste lutte du peuple noir pour les droits de l'homme et l'égalité raciale recueille la sympathie et l'appui d'un nombre de plus en plus grand de Blancs. Entre-temps, la lutte sous diverses formes, dont la lutte armée, lancée par l'ANC et le PAC croît régulièrement.

203. Après l'indépendance, les peuples du Mozambique, de l'Angola et du Zimbabwe ont accompli des progrès certains dans la consolidation et le développement de leurs pays respectifs et ont ainsi renforcé leur position dans la lutte contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Les pays africains, les Etats de première ligne en particulier, ont déployé des efforts inlassables au prix de sacrifices nationaux considérables pour appuyer la juste lutte du peuple d'Afrique du Sud et de la Namibie. Leur courage inébranlable s'est attiré les éloges de tous les peuples du monde.

204. La juste lutte du peuple d'Afrique du Sud a toujours reçu un large appui et une large approbation de la part de la communauté internationale. A la suite de la Conférence mondiale pour l'action contre l'*apartheid*, tenue à Lagos en 1977, la Conférence internationale des sanctions contre l'Afrique du Sud a eu lieu à Paris en 1981 et la Conférence régionale pour une action en Asie contre l'*apartheid* s'est tenue à Manille en 1982. A la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui s'est tenue à Genève du 1^{er} au 12 août 1983, une déclaration et un programme d'action ont été adoptés. Le Comité spécial contre l'*apartheid*, présidé par M. Maitama-Sule, du Nigéria, a fait un travail considérable en vue de sensibiliser l'opinion mondiale pour appuyer la juste lutte du peuple sud-africain et a adopté le Programme d'action contre l'*apartheid* [A/38/539], le 25 octobre dernier. La délégation chinoise exprime son appréciation à cet égard et continuera à apporter sa pleine coopération au Comité spécial.

205. Le Gouvernement et le peuple chinois ont constamment et résolument appuyé la lutte des peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie pour l'obtention de leurs droits démocratiques et de leur libération nationale. Ils condamnent vigoureusement la politique d'*apartheid* poursuivie par les autorités sud-africaines, leur occupation illégale de la Namibie et les actes de subversion et d'invasion commis contre les pays voisins et exigent que les autorités sud-africaines libèrent les combattants de la liberté qui subissent de longues peines d'emprisonnement injustifiées. Le Gouvernement chinois maintient sa position et n'entretient aucune relation avec les autorités sud-africaines. Nous estimons que les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale doivent être appliquées de bonne foi. Nous sommes pour l'imposition de sanctions obligatoires et complètes contre l'Afrique du Sud, conformément aux dispositions pertinentes du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Nous sommes convaincus que la juste lutte du peuple sud-africain contre l'*apartheid* finira par triompher.

206. M. LUSAKA (Zambie) [interprétation de l'anglais]: La question de la politique et des pratiques d'*apartheid* de l'Afrique du Sud est examinée aux Nations Unies depuis 1946. En dépit des nombreuses résolutions exigeant qu'il soit mis fin à l'*apartheid*, résolutions adoptées tant par l'Assemblée générale que par le Conseil de sécurité et d'autres organes des Nations Unies, en fait malgré l'horreur ressentie par la communauté internationale tout entière, le régime de Pretoria est resté inflexible et il persiste dans son système odieux.

207. Les prétendues propositions constitutionnelles introduites récemment par le régime de Pretoria ne sont que les dernières d'une série de manœuvres destinées à enrainer l'*apartheid* plutôt qu'à l'abandonner. Leur but est clairement de nier à la majorité du peuple sud-africain ses droits inaliénables. Par conséquent, l'Assemblée a agi sagement lorsque, le 15 novembre dernier, par sa résolution 38/11, elle a repoussé à une écrasante majorité les prétendues propositions constitutionnelles et déclaré solennellement que seules l'élimination définitive de l'*apartheid* et la création d'une société démocratique non raciale fondée sur la règle de la majorité, grâce au libre et plein exercice du suffrage de tous les adultes, dans une Afrique du Sud unie et non fragmentée, pouvaient conduire à une solution juste et durable de la situation explosive qui règne en Afrique du Sud.

208. Voilà quelle est la position du peuple opprimé. Son refus des prétendues propositions constitutionnelles a été clair et net. Rien n'exprime mieux la force de ses sentiments à cet égard que la formation du United Democratic Front pour précisément s'opposer aux prétendues propositions constitutionnelles et montrer au monde ce qu'elles sont réellement. Point n'est besoin de préciser que nous, Etats de première ligne, ne faisons qu'un avec le peuple opprimé à cet égard. A leur réunion au sommet, tenue à Lusaka le 12 novembre 1983, nos chefs d'Etat et de gouvernement ont déclaré que les prétendues propositions constitutionnelles étaient de faux changements en Afrique du Sud et qu'il fallait y voir des manœuvres d'un régime désespéré auxquelles personne ne se laisse prendre.

209. Il faut espérer que ceux qui ont salué les prétendues réformes constitutionnelles en Afrique du Sud en arriveront bientôt à la même conclusion. La cause d'un changement véritable en Afrique du Sud ne peut progresser que grâce à une évaluation honnête et franche des événements qui surviennent dans ce pays par tous les véritables opposants à l'*apartheid*. Insinuer que ces prétendues propositions constitutionnelles sont un pas dans la bonne direction, c'est commettre une injustice de plus envers les victimes de l'*apartheid*.

210. La politique odieuse d'*apartheid* pratiquée par le régime minoritaire raciste de Pretoria a été condamnée à juste titre par la communauté internationale en tant que crime contre l'humanité. L'*apartheid* constitue une violation flagrante, délibérée, continue et grossière des droits fondamentaux de l'homme et des principes démocratiques de la justice, de la liberté, de l'égalité, du respect de la personne humaine et du gouvernement par la majorité. Le régime minoritaire raciste de Pretoria pratique l'*apartheid* de façon à refuser à tout jamais aux citoyens non blancs d'Afrique du Sud, qui représentent plus de 80 p. 100 de la population de ce pays, leur liberté et leurs droits de l'homme fondamentaux en raison seulement de la couleur de leur peau.

211. C'est ainsi que la majorité des habitants de l'Afrique du Sud sont d'innocentes victimes de l'*apartheid*, un système qui ne peut être maintenu que par la répression et la violence massives. Les arrestations, les détentions et les bannissements en masse, aussi bien que la torture et l'assassinat des prisonniers politiques, sont monnaie courante dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid*.

212. La justice, la liberté, l'égalité et la dignité humaine sont des valeurs chères à l'humanité. Lorsque les peuples opprimés luttent pour la justice, leur dignité et leur liberté, ils le font pour défendre ces valeurs et les préserver pour l'humanité tout entière. C'est justement ce pourquoi le peuple opprimé et dépossédé d'Afrique du Sud lutte. C'est pourquoi nous, Zambiens, nous donnons notre appui à la lutte de libération en Afrique du Sud. Dans les circonstances actuelles, le peuple opprimé d'Afrique du Sud n'a d'autre choix que de lutter pour recouvrer son droit inaliénable à la liberté, la justice et la dignité humaine.

213. En réponse à ce défi, le régime minoritaire raciste a intensifié sa répression dans le vain espoir qu'il réussira à assujettir les masses opprimées. Cependant, on ne peut pas renverser le cours de l'histoire en Afrique du Sud. L'*apartheid* sera certainement démantelé un jour et la liberté régnera en Afrique du Sud. A moins que la communauté internationale ne soit disposée à encourager des changements pacifiques, l'aspiration la plus chère des masses opprimées ne sera réalisée que par la violence et la lutte armée qui, si l'on en juge par la récente vague de bombardements sur la terre de l'*apartheid*, a sérieusement commencé.

214. L'étau de l'Afrique du Sud sur la Namibie se resserre alors que ses efforts pour déstabiliser les Etats africains indépendants voisins visent aussi à perpétuer l'abominable politique et pratique de l'*apartheid*. Pendant que des questions parfaitement étrangères sont soulevées pour entraver les efforts que fait la communauté internationale afin de réaliser l'indépendance de la Namibie, l'Afrique australe voit s'intensifier les activités agressives du régime sud-africain et des bandits recrutés, formés, financés et armés par le régime de l'*apartheid* contre les Etats voisins. Il en résulte pour ces Etats des pertes en vies humaines, la destruction de leurs voies de communication et de leur infrastructure économique. Les troupes de l'Afrique du Sud occupent toujours illégalement une partie de l'Angola alors que le Mozambique et le Lesotho, notamment, font encore et encore l'objet de fortes pressions économiques et militaires de la part du régime sud-africain.

215. En dépit des actes d'agression et de déstabilisation de l'Afrique du Sud, les Etats de première ligne et les autres Etats indépendants de la région sont plus déterminés que jamais à éliminer l'*apartheid* et le régime minoritaire en Afrique du Sud. Pour sa part, la Zambie continuera à appuyer par tous les moyens possibles le peuple

opprimé d'Afrique du Sud et son mouvement de libération nationale.

216. La Zambie regrette la position équivoque de certains Etats Membres des Nations Unies qui sont des amis et des alliés de l'Afrique du Sud. Ces Etats Membres prétendent avoir horreur de l'*apartheid* alors qu'au même moment ils appliquent des politiques qui soutiennent un régime dont la politique est profondément enracinée dans ce système diabolique. De plus, nous savons également que la solidité du régime raciste sud-africain, sa puissance militaire croissante et son caractère agressif sont les résultats de l'assistance politique, diplomatique, économique et militaire que ce régime reçoit de ces Etats Membres.

217. C'est pour cette raison que nous invitons tous ces pays qui peuvent avoir une influence sur ce régime minoritaire raciste, que ce soit en raison de liens économiques, militaires ou autres, à se prononcer et à user sans équivoque de leur influence pour persuader le régime de Pretoria de mettre fin à tous ses actes d'agression et de déstabilisation contre ses voisins et surtout de renoncer au système odieux de l'*apartheid*.

218. C'est pourquoi nous demandons également à la communauté internationale d'aider dans toute la mesure du possible, tant du point de vue matériel qu'humanitaire, le peuple opprimé d'Afrique du Sud, victime innocente du régime d'*apartheid*.

219. Enfin, je souhaite, au nom de ma délégation, féliciter le Président et les membres du Comité spécial contre l'*apartheid* pour le travail important qu'ils ont accompli en faveur de la liberté et de la justice en Afrique du Sud. Le Comité spécial est certainement un allié d'une importance capitale pour le peuple opprimé d'Afrique du Sud et, en tant que tel, il mérite l'entier appui et l'encouragement de la communauté internationale afin d'accomplir sa tâche.

220. M. SAIGNAVONGS (République démocratique populaire lao) : A la trente-septième session, dans cette même enceinte, lors de l'attribution des prix décernés par le Comité spécial contre l'*apartheid*, un des lauréats, le Très Révérend Trevor Huddleston, déclarait que

« l'*apartheid* n'était pas... une simple pratique politique sud-africaine, une question purement locale et interne, mais un problème d'importance mondiale, ainsi qu'un défi au futur de l'humanité aussi important que l'idéologie nazie qui a amené la seconde guerre mondiale et aussi potentiellement dangereux. » [56^e séance, par. 53.]

221. Cette observation tend à se confirmer car, au cours de l'année écoulée, la situation en Afrique australe, du fait de la politique d'*apartheid* du régime de Pretoria, a continué de se détériorer constituant ainsi une sérieuse menace pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

222. En effet, en Afrique du Sud même, la répression contre les opposants de l'*apartheid* s'est intensifiée, tandis que le régime raciste augmentait son arsenal de lois répressives. Des arrestations et des détentions arbitraires devenaient de plus en plus fréquentes, des détenus politiques, soumis aux mauvais traitements et aux tortures, en sont morts et leurs persécuteurs échappaient à toute punition. Les dirigeants politiques de l'ANC, comme Nelson Mandela et ses camarades, croupissent et languissent dans les prisons, malgré les appels et les démarches de la communauté internationale en faveur de leur libération.

223. Par ailleurs, faisant fi des appels à la clémence lancés par la communauté internationale, au mois de juin dernier, le régime de Pretoria a fait exécuter les trois combattants de la liberté de l'ANC, Jerry Mosololi, Thelle Mogoerane et Marcus Motaung. Ces exécutions barbares ont soulevé l'indignation générale et ont été condamnées

par de nombreux gouvernements — dont le mien — et organisations tant nationales qu'internationales.

224. Mais cette répression rencontrait une opposition de plus en plus ferme, une résistance de plus en plus acharnée et de mieux en mieux organisée, formant un front toujours plus large et englobant toutes les couches sociales, les ouvriers, les Eglises, les étudiants et les organisations communautaires et municipales, sans parler de la lutte armée menée par les combattants de la liberté.

225. Devant cette résistance acharnée et pour leurrer l'opinion internationale, le régime raciste de Pretoria faisait semblant de proposer des « modifications constitutionnelles », offrant aux Métis et aux personnes d'origine asiatique une représentation limitée au Parlement, propositions qui ont été votées par une partie de l'électorat blanc, le 2 novembre. Mais, en fait, ces « modifications constitutionnelles » visaient un triple objectif, à savoir : premièrement, briser l'unité du peuple opprimé d'Afrique du Sud et fomenter des conflits et des dissensions en son sein; deuxièmement, permettre l'enrôlement des Métis et des personnes d'origine asiatique dans les forces armées du régime de l'*apartheid* en vue de les utiliser dans la répression de la population noire et dans l'agression contre les Etats africains voisins; troisièmement, priver la majorité africaine autochtone de tous les droits fondamentaux, y compris le droit de citoyenneté.

226. En somme, ces modifications constitutionnelles ne feront que renforcer davantage le régime de l'*apartheid* et consacrer la transformation de l'Afrique du Sud en un pays « réservé aux Blancs », tandis que la population africaine sera reléguée purement et simplement dans des « bantoustans » soi-disant indépendants dont un nouveau, le KwaNdebele, sera proclamé en 1984. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* a fait état des conditions tragiques de vie des habitants de ces bantoustans ou *homelands*.

227. Le vote exprimé le 15 novembre par l'Assemblée générale sur cette question a montré que la presque totalité des membres de l'Organisation rejette ces modifications constitutionnelles.

228. Sur le plan extérieur, le régime de Pretoria ne cesse de renforcer sa mainmise sur la Namibie — dont il persiste, illégalement et en violation flagrante des résolutions pertinentes de l'ONU, à lier l'indépendance au retrait des troupes cubaines de l'Angola — et d'intensifier des actes d'agression et de déstabilisation contre les Etats africains voisins, en particulier les Etats de première ligne.

229. On se souvient encore de l'agression contre le Lesotho, le 9 décembre 1982, au cours de laquelle plus de 40 personnes — tous des civils — ont été massacrées, on se rappelle aussi les bombardements des objectifs civils dans les faubourgs de Maputo, au Mozambique, en mai 1983, qui ont fait un certain nombre de victimes, ainsi que les raids militaires à l'intérieur d'autres Etats, sans parler des actes de déstabilisation, tels que le sabotage économique, l'espionnage, les assassinats des dirigeants politiques de l'ANC, des soutiens directs aux groupes d'insurgés tels que l'UNITA¹⁰ en Angola et le prétendu mouvement national de résistance au Mozambique.

230. Dans la poursuite de cette politique infâme, le régime de Pretoria a renforcé ses capacités militaires et son industrie de l'armement; à cette fin, il a bénéficié du soutien et de la coopération de certains pays occidentaux, en particulier des Etats-Unis, et de leurs sociétés financières et transnationales, ainsi que de certaines institutions financières internationales.

231. Si le régime d'*apartheid* a osé défier avec arrogance la communauté internationale, c'est parce qu'il se sentait fort du soutien inconditionnel que ces pays lui apportaient;

les veto successifs opposés par certains membres permanents du Conseil de sécurité chaque fois que celui-ci voulait imposer des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud nous le montraient très clairement.

232. Ce sentiment « d'impunité » éprouvé par le régime de Pretoria a encore été renforcé par la politique dite « d'engagement constructif » du gouvernement Reagan à son égard, ce qui l'a encouragé davantage à s'engager dans une répression plus brutale à l'intérieur et à des actes d'agression plus impudents contre les Etats voisins.

233. Cet « engagement constructif » ne laisse pas d'évoquer la « coopération stratégique » du gouvernement Reagan avec Israël au Moyen-Orient, coopération qui a encouragé Israël à se livrer impunément à des actes d'agression contre ses voisins arabes. D'ailleurs, par ces deux politiques, l'administration Reagan encourageait le renforcement de la coopération multiforme entre Pretoria et Tel-Aviv, notamment dans le domaine militaire et nucléaire.

234. Quant à l'attitude de l'autre membre obstructionniste du Conseil de sécurité, ma délégation voudrait simplement rappeler les paroles de l'archevêque Huddleston, prononcées ici l'année dernière :

« L'une des raisons principales pour lesquelles nous avons tant besoin d'une politique efficace et globale de sanctions contre l'Afrique du Sud est que l'Ouest et en particulier les grandes puissances qui ont l'usage du veto au Conseil de sécurité ont parfaitement maîtrisé l'art des deux poids, deux mesures. La Grande-Bretagne, mon propre pays, a pris la tête dans le monde de cette forme d'hypocrisie. Pendant des années, elle a déclaré son dégoût pour l'*apartheid*. Pendant des années, elle a utilisé son droit de veto pour empêcher toute mesure efficace contre l'*apartheid*. « Les sanctions sont sans effet », nous dit-on. Cependant, lorsqu'il s'agit d'une guerre dans l'Atlantique Sud, la première mesure du Gouvernement britannique est d'appeler ses alliés à la rescousse, parfois des alliés très réticents, les Etats-Unis, la Communauté économique européenne, le Commonwealth britannique, en leur demandant d'imposer des sanctions immédiates et globales contre l'Argentine. » [*Ibid.*, par. 65.]

235. Il est généralement admis que la politique d'*apartheid* et le système économique de l'Afrique du Sud, fondé sur l'exploitation de la majorité noire par une minorité blanche, vont de pair. Par conséquent, pour lutter contre l'*apartheid*, il faudra cesser de fournir une assistance économique à ce régime. Il importe donc que ceux qui s'opposent aux sanctions contre l'Afrique du Sud refassent leur examen de conscience et choisissent entre, d'une part, le maintien de l'*apartheid*, c'est-à-dire l'injustice, l'exploitation, la violation massive des droits de l'homme et la menace à la paix et à la sécurité internationales et, d'autre part, son élimination, c'est-à-dire l'établissement d'une société non raciale vivant dans la justice, la liberté et la démocratie véritables en Afrique du Sud.

236. Pour sa part, le peuple lao, qui a longtemps souffert de l'oppression coloniale et de l'agression impérialiste et qui s'en est finalement libéré au prix de lourds sacrifices, a toujours supporté et continuera à supporter les luttes des peuples sous domination coloniale et raciale, en particulier celle du peuple sud-africain.

237. M. GÖKÇE (Turquie) [*interprétation de l'anglais*] : La politique et les pratiques sud-africaines, qui sont à la base du système de l'*apartheid* et de la discrimination raciale, sont aujourd'hui au premier plan des préoccupations les Nations Unies, comme elles l'étaient, en 1949, lorsque l'Organisation les a condamnées pour la

première fois. Cette politique et ces pratiques infâmes se fondent sur le traitement inhumain de la majorité de la population sud-africaine en raison des différences de couleur et de race de la population. Ce faisant, elles sont un affront à la conscience et aux valeurs de l'humanité. Elles ont été condamnées comme crimes contre l'humanité. Cette politique déplorable viole ouvertement les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle constitue un système incroyablement arbitraire de ségrégation, de répression et de proscription de millions de citoyens noirs d'Afrique du Sud. Elle a conduit à priver cette population innocente de ses droits et libertés les plus élémentaires.

238. Personne, croyons-nous, ne peut nier la validité de ces faits. En fait, nous ne pensons pas que même l'Afrique du Sud puisse nier la validité de ces observations. Comment pourrait-elle le faire? Ces faits nous sautent aux yeux, on peut les voir sur les photos, dans les rapports, dans les lois et règlements, dans les mesures et pratiques avouées et dans les statistiques.

239. La communauté internationale des nations, devant cette situation fort inquiétante en Afrique du Sud, n'a épargné, des années durant, aucun effort pour essayer de convaincre l'Afrique du Sud de l'erreur absolue de sa politique d'*apartheid* et de discrimination raciale et de l'amener à modifier d'une façon ou d'une autre ses conceptions erronées et ses pratiques diaboliques. Malheureusement, il est déjà trop tard; l'Afrique du Sud aurait dû comprendre que, quels que soient les prétextes et les raisonnements invoqués, elle ne peut et ne doit pas continuer sur cette voie erronée de mépris total et de défi de l'opinion publique mondiale. Je n'ai pas encore abordé les problèmes connexes de la politique illégale de l'Afrique du Sud à l'égard de la Namibie avec toutes ses conséquences pour la paix et la sécurité.

240. Malgré les efforts intensifs de la communauté internationale, les déclarations, les résolutions, les décisions et une large gamme de mesures adoptées, l'Afrique du Sud ne semble pas avoir tenu compte de cette explosion d'indignation. Evidemment, il aurait été naïf de s'attendre à voir l'Afrique du Sud revenir sur ses politiques raciales bien connues ou les modifier, mais peut-être pouvons nous espérer un peu de retenue — au moins un gel de cette politique méprisante. Cependant, ce que nous voyons est plutôt décourageant et n'est qu'une aggravation de la situation.

241. Si nous examinons certains exemples récents, le régime sud-africain s'est embarqué dans ce qu'il appelle des « réformes constitutionnelles ». Ces propositions n'ont rien qui ressemble à une réforme; elles ont d'ailleurs été dénoncées par l'Assemblée générale il y a quelques jours seulement. Comment peut-on considérer ces propositions comme des réformes, au sens propre du terme, si le seul critère sur lequel elles reposent n'est que la couleur et la race de certains segments de la population sud-africaine?

242. A notre avis ces mesures ne sont rien d'autre qu'une nouvelle manœuvre de l'Afrique du Sud pour diviser la population de ce pays sur une base raciale. Elles ne semblent rien d'autre qu'un nouveau genre de bantoustanisation au sens plutôt juridique que géographique du terme. Nous ne pensons pas qu'une mesure qui divise la population de l'Afrique du Sud en bantoustans, selon des critères raciaux, puisse être acceptée par la communauté internationale comme étant valide et encore moins réformatrice. Cette politique est tout à fait contraire aux articles fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

243. Il s'agit là d'une méthode illégale et non valable, qui vise à priver une partie importante de la population

noire sud-africaine de ses droits et libertés inaliénables et fondamentaux et à l'exiler — en fait à l'emprisonner — sur des terres fragmentées, manifestement jugées sans valeur par les Sud-Africains blancs. Les épreuves considérables endurées par la population reléguée dans ces prisons à ciel ouvert sont bien connues et les documents à ce sujet ne manquent pas. Cette population se trouve confrontée à des difficultés économiques et sociales considérables. Son sort préoccupe gravement le reste du monde. Cette politique de l'Afrique du Sud a été rejetée par la communauté internationale. On peut se demander si cette forte réaction a eu un effet quelconque sur l'Afrique du Sud et l'a amenée à revoir sa position. La réponse, encore une fois, est que l'Afrique du Sud fait la sourde oreille à l'indignation du monde. Nous avons appris que, l'année prochaine, l'Afrique du Sud créera une nouvelle entité artificielle sous la forme d'un bantoustan.

244. Il est possible de citer de nombreux autres exemples qui montrent que l'Afrique du Sud ne tient absolument pas compte des vives préoccupations de la communauté internationale à cet égard. Au contraire, tout semble indiquer que l'Afrique du Sud accentue encore le caractère répressif de sa législation et accroît son oppression de la population noire d'Afrique du Sud. La situation alarmante des prisonniers politiques, symbolisée par l'emprisonnement continu de Nelson Mandela, maintenant âgé, est source de profonde préoccupation pour nous tous.

245. En outre, le régime sud-africain a jugé qu'il était nécessaire de multiplier ses actes d'agression et de déstabilisation contre les Etats africains voisins. Cela découle de son désir évident de subjuguer, de réprimer, de renverser si nécessaire le gouvernement et d'envahir les pays d'Afrique australe, afin de poursuivre sa politique de discrimination raciale ainsi que d'établir l'hégémonie dans cette région. Ces actes d'agression sont également liés à l'intention de l'Afrique du Sud de prolonger aussi longtemps que possible son occupation et son exploitation illégales de la Namibie et de refuser au peuple namibien ses droits inaliénables à l'indépendance, à la liberté et à la souveraineté.

246. Dans ce contexte, l'Afrique du Sud continue d'accroître ses forces militaires. Il y a des signes qui indiquent qu'elle a des ambitions en matière d'armes nucléaires. L'Afrique du Sud s'est lancée dans des incursions militaires au Lesotho et au Mozambique. Elle se livre aussi à des activités de déstabilisation dans ces mêmes Etats et dans d'autres Etats africains voisins. Sur les plans politique et économique, elle fait pression sur le Botswana. La partie méridionale de l'Angola est sous occupation et est soumise à des incursions qui se succèdent à un rythme rapide. Ces actes de violence, à n'en pas douter, portent atteinte à la paix et à la sécurité en Afrique australe et menacent aussi la paix et la sécurité internationales. Ils exigent une réponse et une réaction fermes de la part de la communauté internationale.

247. Si nous examinons ce qui a été fait dans ce domaine au cours de l'année dernière, nous devons tout d'abord louer les activités du Comité spécial contre l'*apartheid*, notamment dans le cadre de l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud¹¹. Les différents séminaires et conférences organisés dans le cadre de ce programme ont considérablement contribué à encourager l'action publique contre l'*apartheid*. Les décisions importantes adoptées à la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenue à Genève de 1^{er} au 12 août 1983¹², méritent également d'être mentionnées. Ces activités et d'autres activités destinées à mobiliser l'opinion

publique et à encourager l'appui du public aux résolutions des Nations Unies ont donné des résultats impressionnants et devraient être poursuivies.

248. Compte tenu de la résistance opiniâtre de l'Afrique du Sud, il devient clair qu'il faut examiner les voies et moyens permettant de transformer cette prise de conscience de l'opinion publique et ce désir d'action efficace en mesures pratiques dans le cadre de la Charte des Nations Unies.

249. A cet égard, l'embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, imposé par le Conseil de sécurité dans la résolution 418 (1977), a constitué un pas important. Toutefois, les rapports du Comité créé par la résolution 421 (1977) du Conseil de sécurité indiquent que l'application de la résolution 418 (1977) connaît des lacunes. Nous nous sommes félicités des efforts déployés pour assurer le strict respect de l'embargo sur les armes et nous voudrions mentionner à cet égard la résolution 473 (1980) du Conseil de sécurité. Là encore, compte tenu de l'indifférence manifestée par l'Afrique du Sud devant ces efforts, la nécessité de faire en sorte que l'Afrique du Sud ressente toute la pression de la communauté internationale devient de plus en plus évidente. Il est clair que dès lors seules des sanctions décisives et obligatoires comme celles que prévoit la Charte des Nations Unies peuvent produire un tel effet.

250. Des sanctions efficaces exigent la participation résolue de tous les Membres, étant donné que l'alternative à l'application des mesures pacifiques prévues dans la Charte est l'escalade de la violence et du conflit en Afrique australe. C'est pourquoi la population opprimée d'Afrique du Sud n'a actuellement d'autre choix que de poursuivre sa lutte pour l'indépendance, lutte qui mérite notre complète sympathie et notre appui total.

251. Une autre façon pour la communauté internationale d'apporter une aide considérable au peuple en lutte d'Afrique australe est d'accroître leur contribution aux divers fonds d'assistance, notamment à celui qui a été créé pour le grand nombre de réfugiés dans cette région.

252. Tout en réaffirmant que les efforts de la communauté internationale devraient redoubler, je voudrais faire part de l'attachement ferme du Gouvernement turc à toutes les mesures visant à mettre fin à la politique d'*apartheid* et à la discrimination raciale en Afrique australe. La Turquie n'entretient pas de relations avec le régime de Pretoria, que ce soit dans les domaines diplomatiques ou consulaires ou dans les domaines économique, commercial ou militaire. La Turquie est heureuse de pouvoir contribuer, bien que de façon modeste, au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et au Fonds d'affectation pour la diffusion d'informations contre l'*apartheid*, en tant que manifestation de sa solidarité avec la population d'Afrique du Sud.

253. L'engagement traditionnel de la Turquie à l'égard des questions de l'Afrique australe et de la décolonisation se fonde sur les principes mêmes sur lesquels la République turque a été érigée, à la suite de la première lutte victorieuse pour l'indépendance nationale au XX^e siècle. Nous sommes persuadés que le peuple de l'Afrique du Sud connaîtra lui aussi la victoire et qu'une nouvelle société démocratique verra le jour, conformément à l'esprit et aux principes de la Charte des Nations Unies.

254. M. SUBBA (Népal) [*interprétation de l'anglais*]: L'Assemblée générale a déclaré à maintes reprises que l'*apartheid* constituait un crime contre l'humanité et une menace à la paix et à la sécurité. Le Népal s'est toujours élevé contre la politique haineuse d'*apartheid* pratiquée

par le régime raciste d'Afrique du Sud et a toujours condamné le système odieux de l'*apartheid* comme une insulte au monde civilisé. En dépit d'une condamnation mondiale, le régime de l'*apartheid* continue néanmoins à agir en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des dogmes fondamentaux du droit international. La politique raciste n'a pas seulement causé d'immenses souffrances à la majorité noire de l'Afrique du Sud et de la Namibie, mais elle a également constitué une violation des principes fondamentaux des Nations Unies en créant dans l'ensemble de la région un climat de tension.

255. Cette tendance générale de défi de la part du régime de Pretoria se fait tout particulièrement remarquer dans l'attaque non provoquée lancée par le gouvernement raciste contre l'Etat souverain de l'Angola. Ces attaques révèlent une tendance vicieuse à l'agression qui ne peut qu'aggraver la situation actuelle en Afrique australe. Les actes de l'Afrique du Sud ont de toute évidence pour but de déstabiliser les pays voisins, ce qui, en substance, constitue une grave violation des normes générales de la conduite internationale.

256. Au mépris de l'opinion publique internationale, les dirigeants de l'Afrique du Sud ont renforcé encore leur politique inhumaine d'exploitation éhontée de la majorité noire. Le régime raciste a exercé une répression plus grave encore contre les adversaires de l'*apartheid*. Il a développé son réseau de lois répressives en muselant la presse, en s'attaquant massivement aux syndicats, en condamnant et en assassinant les adversaires de sa politique néfaste. Il a, de façon répétée, commis des atrocités contre des femmes et des enfants innocents. Il a par la force déplacé des Noirs de secteurs attribués à des Blancs. Des détenus politiques ont été torturés à mort ou envoyés dans des hôpitaux pour traitement psychiatrique. A cet égard, un exemple récent est l'exécution, le 9 juin 1983, de trois membres de l'ANC, à savoir Thelle Mogoerane, Jerry Mosololi et Marcus Motaung, en dépit de nombreux appels à la clémence du Président de l'Assemblée générale, du Président du Conseil de sécurité, du Secrétaire général et de nombreux gouvernements.

257. Le régime de Pretoria semble ignorer le fait que nous vivons au XX^e siècle et que le XIX^e siècle où l'impérialisme a connu son époque de gloire appartient au passé et devrait être enterré dans les pages de l'histoire puisque ces pratiques n'ont plus cours à notre époque. L'Afrique s'est réveillée tout comme les peuples des anciennes colonies, partout, en Afrique et en Asie.

258. Le régime minoritaire raciste a proposé certaines réformes constitutionnelles dont le but était de priver davantage encore la majorité de la population de l'Afrique du Sud de ses droits politiques et de perpétuer l'appareil de domination raciste contre les Noirs de l'Afrique du Sud. Le régime de l'*apartheid* a eu recours à des politiques cruelles et inhumaines pour défendre ses intérêts égoïstes à court terme aux dépens de la majorité écrasante de la population du pays.

259. Les prétendues « propositions constitutionnelles » récentes, endossées le 2 novembre 1983 par un référendum frauduleux par le seul électoralat blanc en Afrique du Sud, constituent un nouvel effort du régime de Pretoria pour enraciner l'*apartheid* et priver la majorité africaine autochtone de tous ses droits fondamentaux, y compris le droit de citoyenneté, et pour transformer l'Afrique du Sud en un pays réservé aux seuls Blancs. Le Népal estime que la mise en œuvre de ces propositions constitutionnelles ne ferait qu'aggraver encore la situation déjà explosive qui prévaut à l'intérieur du régime d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. C'est pourquoi nous sommes parmi les auteurs du projet de résolution A/38/L.15 et Add.1, qui a été

adopté par l'Assemblée générale le 15 novembre en tant que résolution 38/11 et qui rejette 's prétendues « propositions constitutionnelles » de l'Afrique du Sud et toutes les manœuvres insidieuses du régime minoritaire raciste pour renforcer la domination de la minorité blanche. Nous estimons que ces propositions constitutionnelles sont contraires à la Charte des Nations Unies et que leur mise en œuvre ne ferait qu'aggraver la tension et l'affrontement en Afrique du Sud et dans l'ensemble de la région.

260. L'Assemblée générale a adressé des appels répétés tendant à ce que des sanctions efficaces et globales soient prises en application du Chapitre VII de la Charte, accompagnées d'un système effectif de surveillance. Nous appuyons pleinement ces recommandations comme représentant les mesures les plus appropriées, les plus efficaces et pacifiques grâce auxquelles la communauté internationale pourrait mettre un terme au système de l'*apartheid*. Nous croyons que des sanctions obligatoires, aux termes du Chapitre VII, sont la seule mesure qui puisse forcer l'Afrique du Sud à renoncer à sa politique d'oppression brutale. Nous nous associons une fois de plus à la communauté internationale pour inviter le Conseil de sécurité à prendre des mesures efficaces au titre du Chapitre VII. Ma délégation saisit cette occasion pour réaffirmer son soutien le plus ferme à la pleine mise en œuvre des résolutions sur l'*apartheid* par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et autres organismes des Nations Unies, ainsi que par la Commission des droits de l'homme.

261. Ma délégation attache également une grande importance aux résultats des débats de la deuxième Conférence mondiale pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui s'est tenue à Genève de 1^{er} au 12 août 1983. La Déclaration et le Programme d'action pour une nouvelle décennie⁹ adoptés par la Conférence sont de la plus grande importance. Ils constituent une base fiable et solide sur laquelle la communauté internationale pourra s'appuyer pour mobiliser et accroître toutes ses forces dans une action concertée vers l'élimination totale de l'*apartheid*.

262. En conclusion, ma délégation tient à féliciter très vivement le Comité spécial contre l'*apartheid* pour sa campagne inlassable visant à obtenir un appui et une assistance internationaux à la lutte du peuple sud-africain. Le Népal, comme toujours, promet son appui complet à la population de l'Afrique du Sud dans sa lutte tendant à se libérer du régime d'oppression de l'*apartheid*.

263. M. PRADHAN (Bhoutan) [*interprétation de l'anglais*]: Lorsqu'un peuple entier fait l'objet d'une répression, lorsque ses droits humains fondamentaux et légitimes sont déniés, tout effort, armé ou autre, visant à se débarrasser du joug de l'indignité, de l'inégalité et de la répression demeure pleinement justifié. On ne saurait s'attendre à ce qu'un peuple, surtout dans sa propre patrie, puisse tolérer un traitement inhumain à l'instar de celui qui est pratiqué par le régime sud-africain. Ce régime poursuit sa tentative de réduire au silence les voix de la liberté et d'emprisonner les combattants de la liberté en Afrique du Sud. Nelson Mandela, symbole valeureux et héroïque de la liberté nationale, continue de languir en prison. Le Comité spécial contre l'*apartheid* a également porté à l'attention de la communauté internationale les cas de six autres prisonniers politiques emprisonnés depuis 1963. Ma délégation s'associe à l'appel lancé par le Président du Comité spécial à tous les gouvernements et à toutes les organisations exigeant que tous ces prisonniers politiques soient immédiatement libérés.

264. La politique d'*apartheid* en Afrique du Sud a pris encore un autre tournant diabolique. Les prétendues propositions constitutionnelles récentes qui sont censées donner une partie du pouvoir politique aux Métis et aux

personnes d'origine asiatique constituent indubitablement une tentative visant à affaiblir la lutte contre l'*apartheid*. C'est une mesure visant à scinder les rangs de l'opposition qui se renforce constamment et gagne du terrain dans sa lutte. C'est une mesure visant à contrecarrer ou à retarder un processus historique qui n'est qu'inéluctable. Le régime de Pretoria n'a toutefois pas pu tromper la communauté internationale. Au lieu de cela, ces mesures n'ont fait que mettre en relief la sombre politique visant à priver la population autochtone d'Afrique du Sud de ses droits légitimes en tant que fils de cette terre.

265. Ma délégation a été heureuse de voir la réaction immédiate et majoritaire de l'Assemblée générale lorsqu'elle a adopté la résolution 38/11. Cette résolution rejette ces prétendues propositions constitutionnelles par 141 voix contre zéro, avec 7 abstentions seulement. Cela montre à l'évidence la vive répulsion morale que ressent la communauté internationale devant la politique d'*apartheid*. En présentant le projet de résolution que je viens de mentionner, le Président du Groupe des Etats africains a dit : « L'*apartheid* ne peut être réformé; il doit être éradiqué. » [56^e séance, par. 5.] Cela doit être suivi de la reconnaissance du droit de plus de 20 millions d'habitants ethniques, qui constituent 73 p. 100 de la population de l'Afrique du Sud, de jouer leur rôle légitime en tant que citoyens à part entière de l'Afrique du Sud.

266. Plusieurs pays occidentaux ont continué à entretenir des relations avec le régime de l'Afrique du Sud en raison des pressions liées à leurs intérêts dans le domaine des affaires. Il est essentiel et vital que ces pays apportent leur coopération afin d'appliquer les sanctions appropriées qui doivent être imposées à l'Afrique du Sud. Ce matin [60^e séance], le Président du Comité spécial contre l'*apartheid* a prié instamment tous ceux qui ont des relations avec l'Afrique du Sud d'accorder une plus grande priorité aux intérêts plus importants de la communauté mondiale. Leur coopération contribuerait indubitablement à hâter le démantèlement du régime de l'*apartheid*. Ma délégation espère que les pays intéressés reviendront sur leurs positions et apporteront leur plein appui à la lutte commune en vue d'éliminer ce crime contre l'humanité.

267. M. OULD HAMODY (Mauritanie): La résolution 38/11, adoptée le 15 novembre par l'Assemblée générale, à une très forte majorité, et qui s'adressait à la toute récente et bien grave évolution de l'*apartheid* vers une stratification définitive de la société sud-africaine, est bien significative à plus d'un égard.

268. Il vous souvient que l'Assemblée générale s'est déclarée gravement préoccupée par le fait que les prétendues propositions constitutionnelles, approuvées le 2 novembre 1983 par un électorat sud-africain exclusivement blanc, creusaient dangereusement le fossé entre les différentes composantes du peuple sud-africain.

269. Il vous souvient également que l'Assemblée générale, dans sa grande sagesse, a rejeté ces prétendues propositions constitutionnelles et a dénié toute validité à la mascarade de référendum sélectif organisé pour leur adoption à la consécration d'un électorat minoritaire.

270. L'Assemblée a traduit très clairement les sentiments éprouvés par l'ensemble des peuples du monde à l'égard d'une politique ouvertement fasciste et raciste.

271. Si notre pays est, bien sûr, indigné par cette escalade nouvelle vers plus d'intolérance en Afrique du Sud, nous ne sommes pas surpris. Cette nouvelle loi inique rentre bien dans la logique d'un régime, l'*apartheid*, qui se refuse même à imaginer tous droits politiques, économiques ou autres à la majorité des habitants de l'Afrique du Sud.

272. Nous sommes, par contre, surpris par ceux qui veulent, contre toute raison, donner des alibis à l'Afrique du Sud en prétendant entrevoir dans sa nouvelle politique, pourtant plus systématiquement ségrégationniste encore, une quelconque évolution positive.

273. Il va sans dire qu'une telle attitude complaisante insulte les droits fondamentaux de l'écrasante majorité du peuple sud-africain. Les nouvelles prétendues propositions constitutionnelles, qui tendent à priver la majorité noire de tout droit fondamental, et notamment le droit à la citoyenneté, tendent par ailleurs, et vicieusement, à cultiver des antagonismes entre cette écrasante majorité et d'autres groupes identifiés comme métis ou d'origine asiatique.

274. L'*apartheid* ne s'embarrasse pas d'apparence pour masquer sa politique fasciste. Les prétendues propositions constitutionnelles viennent couronner un processus de plus de 30 ans et que décrivent avec conscience et régularité les comités chargés par l'Organisation de suivre l'*apartheid* et d'en dénoncer toutes les aberrations.

275. Nous avons entre les mains le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/38/22]. Nous tenons à exprimer toute notre satisfaction à tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce document très important et très instructif, et qui embrasse la quasi-totalité des manifestations de la ségrégation raciale et décrit toutes les complicités à l'égard de l'Afrique du Sud. Nous tenons aussi à féliciter le Président du Comité, notre frère Maitama-Sule, du Nigéria, ainsi que le Président intérimaire, M. Bhatt, du Népal, et les autres membres pour le sérieux et l'abnégation dont ils ont fait preuve dans l'élaboration de leur édifiant, minutieux et terrifiant document.

276. Nous avons également lu avec attention le rapport spécial du Comité [A/38/22/Add.1], traitant de l'évolution récente des relations entre Israël et l'Afrique du Sud. Ce rapport, qui se penche particulièrement sur la coopération militaire et — nous le soulignons — nucléaire, et aussi économique, etc., entre les deux régimes racistes, laisse de côté l'alliance grandissante entre Israël et l'Afrique du Sud parce que largement traitée dans le rapport principal.

277. Le rapport spécial indique très justement que, comme le Comité spécial l'a fait observer depuis 1976,

« l'alliance virtuelle existant entre l'Afrique du Sud et Israël s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le régime d'*apartheid* pour créer une alliance de régimes impopulaires ne tenant aucun compte de l'opinion publique mondiale qui constituerait une deuxième ligne de défense pour l'*apartheid*. » [Ibid., par. 36.]

278. L'Organisation des Nations Unies, qui été créée en 1945 en légitime réaction d'une humanité effrayée et troublée par les exactions outrancières et les génocides racistes d'un régime fasciste, ne peut, et c'est l'évidence même, trouver un terrain de compromis avec un régime, celui de l'*apartheid*, qui en est aujourd'hui l'héritier.

279. L'Afrique du Sud, en des circonstances normales et en un monde conséquent, n'aurait pu poursuivre un régime de ségrégation raciale systématique dont les prétendues propositions constitutionnelles sont la plus récente, mais sans doute pas la dernière, innovation.

280. L'Afrique du Sud, en des circonstances normales et en un monde conséquent, n'aurait pu continuer son défi à la communauté internationale en confisquant la Namibie, en occupant en permanence une partie de l'Angola et en exerçant des agressions épisodiques contre les autres pays de première ligne.

281. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud menace le continent tout entier par des moyens mis à sa disposition pour acquérir l'armement nucléaire. Des investissements

colossaux se déversent sur ce pays et un flot incessant d'armements et de technologie permet à l'Afrique du Sud, avec l'appui des principales puissances de l'Ouest, de poursuivre une politique de terreur en Afrique australe et de constituer une menace sérieuse à la paix sur tout notre continent.

282. L'*apartheid* ne disparaîtra pas, assurément, par les prétendus progrès d'une politique qui, dans son essence, vise, au contraire, au renforcement et au perfectionnement de cette philosophie de la ségrégation raciale constitutionnalisée.

283. L'*apartheid* ne disparaîtra que si l'Afrique du Sud est mise au ban des nations pour lui imposer la seule solution respectant les droits fondamentaux de l'homme : une société égalitaire multiraciale et démocratique dans un pays unitaire qui appartient à tous ses fils et sur la base d'« un homme, une voix ».

284. L'Afrique du Sud d'aujourd'hui ne cessera sa politique d'agression permanente en Afrique australe que par un embargo total économique, culturel et technologique et par l'arrêt de son généreux approvisionnement en armements et en matières stratégiques. Ces propositions de sanctions demandées dans les rapports pertinents successifs du Comité spécial contre l'*apartheid* et de ses sous-comités ne sont pas d'un prix excessif pour la libération de tous les Sud-Africains, sans distinction de race, d'ethnie ou de religion, pour l'achèvement heureux de la lutte courageuse que mène ce peuple sous la direction de l'ANC et pour l'instauration en Afrique australe de la paix et de la sécurité, pour permettre à tous les peuples de la région de se consacrer à la lutte suffisamment difficile contre le sous-développement et l'héritage négatif de la colonisation.

285. Je ne puis terminer sans exprimer notre surprise devant l'arrogance oratoire du représentant de l'Etat d'Israël cet après-midi. Je serai bref. Mais je voudrais souligner que le représentant d'Israël, dans sa déclaration sur ce point de l'ordre du jour, a totalement escamoté l'intitulé réel de ce point qui est — rappelons-le lui — « Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain ».

286. Le représentant d'Israël a tenté un équilibre difficile qui, espérons le, ne trompera pas l'Assemblée. Il a essayé de capter la sympathie de l'Assemblée en rappelant les souffrances indicibles endurées par le peuple juif durant des siècles, souffrances que nous condamnons. Mais ce n'est pas là une circonstance atténuante; au contraire, il est tragiquement ironique de noter que l'Etat usurpateur d'Israël, qui se veut héritier de la tradition juive, de l'oppression contre les Juifs, se trouve l'étroit collaborateur, et l'un des alliés privilégiés, d'un régime qui perpétue les traditions du nazisme et qui pratique une politique de discrimination raciale à une échelle jamais connue. Il est vrai qu'Israël, qui s'inspire de la même philosophie et qui pratique une politique rigoureusement similaire, se trouve parfaitement à l'aise dans l'étroite coopération avec cet allié objectif.

287. Le représentant d'Israël a tenté d'autre part — et ce n'est pas nouveau — de chercher à briser le front arabo-africain. Nous ne sommes point étonnés de la légitime angoisse de l'axe Pretoria-Tel-Aviv devant toute possibilité de coordination et de solidarité entre l'Afrique et le monde arabe. Et cette solidarité inscrite dans les réalités du monde contemporain, dans l'intérêt des deux mondes, dans la complémentarité de ces deux familles arabe et africaine et aussi dans les relations immémoriales entre elles, est tout aussi objective que les sympathies mutuelles des régimes ségrégationnistes d'Israël et de l'Afrique du Sud l'un pour l'autre. Plus étrange enfin c'est que, nulle part, — et c'est révélateur — le représentant d'Israël n'a émis une quelconque critique du

régime de l'*apartheid*, héritier direct du nazisme et qui est aujourd'hui paradoxalement solidaire du sionisme. Là encore, nous ne sommes pas surpris. Nous ne sommes pas surpris non plus par l'exercice bien connu qui consiste à dévier du sujet par des stratagèmes et par une offensive verbale qui est pour le moins impudique. Nous enregistrons cette manœuvre de diversion du représentant d'Israël qui a totalement, et tout au long de son exposé, oublié que nous avions à traiter du point intitulé « Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain ».

288. M. BLAIN (Gambie) [*interprétation de l'anglais*] : Qu'il me soit tout d'abord permis de féliciter le Comité spécial contre l'*apartheid* pour le rapport détaillé qu'il a soumis à l'Assemblée générale [A/38/22]. Ce document important constitue une preuve de l'engagement constant des membres du Comité à l'élimination du fléau de l'*apartheid*.

289. Dans moins d'un mois, les Nations Unies célèbreront le trente-cinquième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Dans l'ensemble du monde, cette commémoration sera marquée par des manifestations qui rappelleront les progrès énormes réalisés au cours des 35 dernières années en vue de permettre à tous les peuples l'exercice de ces droits de l'homme, qui sont considérés comme ayant une importance fondamentale et inaliénable. Mais c'est aussi par une ironie du sort que, il y a 35 ans, ce que l'on appelait alors l'Union sud-africaine, dirigée par le Premier Ministre, M. Hendrik Verwoerd, adoptait, en tant qu'idéologie officielle, la politique de l'*apartheid*.

290. En Afrique du Sud, au cours des 35 dernières années, nous avons vu s'établir et se consolider un système de discrimination raciale institutionnalisée sans précédent par sa portée et sa perversité. Proclamant par sa terminologie même son caractère raciste et ségrégationniste, le système de l'*apartheid* représente l'antithèse des principes et des croyances sur lesquels ont été édifiées les Nations Unies. Il a été condamné à juste titre comme constituant un crime contre l'humanité et un outrage à la conscience et à la dignité de l'humanité.

291. Sous le joug de l'*apartheid*, quelque 20 millions de non-Blancs se voient refuser systématiquement les libertés humaines les plus fondamentales. Ils se voient refuser toute participation au processus politique, et la population noire est en outre soumise à une série impressionnante de lois répressives en vertu desquelles des centaines de patriotes sont emprisonnés à Robben Island et des milliers d'autres sont arrêtés et interdits de séjour. Cette série de lois a été renforcée par une campagne de répression physique délibérée comme nous le rappellent tristement les martyrs de Sharpeville et de Soweto, ainsi que les milliers d'autres personnes assassinées en détention.

292. A cette étape, je voudrais rendre un hommage particulier à la mémoire de trois combattants de la liberté de l'ANC qui, en juin dernier, ont été exécutés par le régime de Pretoria, au mépris cynique des nombreux appels à la clémence lancés par la communauté internationale. Je voudrais aussi lancer un nouvel appel pour la libération, sans plus tarder, des patriotes emprisonnés depuis très longtemps à Robben Island. Parmi ces patriotes se trouvent six membres du PAC qui sont incarcérés depuis 21 ans et Nelson Mandela qui est âgé de 70 ans.

293. Dans le cadre oppressif de l'*apartheid*, les conditions sociales et économiques sous lesquelles est forcée de vivre la population africaine n'en sont pas moins inhumaines. On estime qu'en Afrique du Sud un bébé noir meurt toutes les 20 minutes. Entre-temps, la structure même de la société africaine est détruite par le système inhumain en vertu duquel les Africains sont soumis à des pressions économiques et obligés de laisser leurs familles

dans les réserves tribales stériles d'Afrique du Sud pour émigrer pendant de longues périodes dans ce que l'on appelle les villes blanches où il y a du travail. Cela a bien entendu un effet très dévastateur sur la vie familiale.

294. En même temps, les dortoirs surpeuplés et fétides dans lesquels ces travailleurs migrants doivent vivre sont devenus un terrain fertile pour certaines maladies graves comme la tuberculose et le choléra qui, ces deux dernières années, ont pris des proportions épidémiques. Bien entendu, l'alcoolisme et l'abus de drogues se sont répandus en conséquence. Obligée par la loi d'accepter des salaires qui ne représentent qu'une fraction de ce que reçoivent les Blancs, la communauté noire a ainsi été très gravement touchée par le coût de la vie en hausse constante en Afrique du Sud ces dernières années.

295. La réaction de la population africaine à ces conditions inhumaines a été un défi courageux et tous les secteurs de la communauté ont été galvanisés dans leur résistance spontanée contre l'*apartheid*.

296. Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage au rôle clef joué par l'ANC et le PAC dans la lutte contre l'*apartheid*. Par ailleurs, ma délégation voudrait saluer la dynamique lutte armée menée par *Umkhonto we Sizwe*.

297. La réaction de l'Afrique du Sud ne s'est pas fait attendre devant cette large résistance. Elle s'est lancée en un assaut sauvage contre les ennemis de l'*apartheid*, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la République. Il devait en résulter des actes répétés d'agression contre les Etats africains voisins, mettant ainsi gravement en danger la paix et la sécurité de la région. Cela n'a cependant pas empêché le régime raciste de se lancer dans une stratégie à long terme destinée à perpétuer l'*apartheid*.

298. On se rappellera que, depuis les événements de Soweto, en 1976, qui devaient marquer un tournant politique, Pretoria n'a cessé de proclamer qu'il était décidé à entreprendre graduellement des réformes. On a donc, entre 1977 et 1979, assisté à une prolifération de commissions nationales chargées de passer en revue les différents aspects du système de l'*apartheid* et de recommander des mesures en vue de les modifier. Cependant, il n'a jamais été question de démanteler la machine de l'*apartheid*, mais plutôt de la simplifier en rejetant les éléments par trop provocants qui ne servaient pas les objectifs essentiels.

299. C'est ainsi que la Commission d'enquête Wiehahn, chargée de passer en revue la législation nationale du travail, a proposé que les syndicats noirs soient reconnus, arguant que si cette mesure était accompagnée de procédures d'enregistrement suffisamment sévères, elle priverait ces organisations de l'énorme avantage que leur assurait jusque-là leur clandestinité. De même, la Commission Riekert, considérant le statut des Noirs des villes, a proposé de remplacer les infâmes lois sur les laissez-passer en vigueur dans le pays. Là encore, la raison profonde de cette proposition était que l'introduction d'une nouvelle législation permettrait de contrôler efficacement le mouvement des Noirs dans les zones dites blanches, tout en évitant la fâcheuse publicité que représentait la notoriété internationale des lois sur les laissez-passer.

300. Les mesures proposées par ces différentes commissions étaient donc essentiellement des changements en façade derrière lesquelles se cachaient souvent, en fait, le renforcement du système qu'elles étaient censé réformer. Cela n'a pas empêché d'annoncer ces réformes à grand renfort de publicité pour essayer de convaincre la communauté internationale de la bonne foi de l'Afrique du Sud. Sous le couvert de ces prétendues réformes, Pretoria a entamé la deuxième phase de sa grande stratégie.

Le régime raciste a alors procédé à la mise en œuvre de sa politique de bantoustanisation destinée à être la « solution finale » d'une équation démographique mal équilibrée. Dans le cadre de ce plan, la population noire, déjà privée de ses droits civiques, serait privée de sa citoyenneté et des quelques droits qu'elle pourrait encore posséder; elle serait enfin obligée, sur la base de critères ethniques, d'habiter les stériles *homelands* tribaux auxquels on imposerait l'indépendance.

301. Ainsi, d'un trait de plume, 20 millions d'Africains — 72 p. 100 de la population — cesseraient de constituer une majorité opprimée privée de ses droits politiques, économiques et sociaux par une minorité raciste. Au lieu de cela, ils deviendraient, techniquement, les citoyens de 10 Etats africains misérables mais théoriquement indépendants, jouissant de ces droits dans leurs pays respectifs. Du fait de leur pauvreté en ressources tant naturelles que minérales, ces Etats bâtardeaux constitueraient à coup sûr un vaste réservoir de main-d'œuvre pour les industries et les mines en Afrique du Sud. Par ailleurs, il est permis de penser que ces nouveaux migrants étrangers feraient preuve de davantage de docilité que leurs prédécesseurs autochtones dans les relations industrielles.

302. Comme on le sait, cette monstrueuse machination est actuellement en bonne voie. Depuis 1976, pas moins de quatre républiques fantoches ont été proclamées, ce qui fait que près de 10 millions de Sud-Africains, désormais, sont techniquement des étrangers dans leur propre pays. Ma délégation, cependant, note avec satisfaction que la communauté internationale s'est refusée à reconnaître les quatre entités fantoches.

303. Il est peut-être temps de se pencher sur la genèse des prétendues réformes constitutionnelles proposées et adoptées par l'électorat blanc de l'Afrique du Sud il y a à peine deux semaines. Il faut rappeler que lesdites propositions émanaient du prétendu Conseil présidentiel, composé, comme par hasard, de sept Blancs, de trois Métis et d'un Asiatique et créé, sur la recommandation de la Commission Schlebusch, elle-même instituée en 1978 pour revoir la Constitution de l'Afrique du Sud. L'origine même de ces propositions est donc suspecte.

304. Dans la tradition bien établie des fausses réformes, ces propositions avaient pour but, c'est évident, de renforcer et de perpétuer l'*apartheid*. Pour commencer, elles ne prévoient aucune disposition concernant les 23 millions d'Africains du pays. Plus significatif encore, le nouveau parlement tricaméral envisagé ne donne pratiquement aucun rôle aux chambres réservées aux Métis et aux Asiatiques. Ces dernières ne pourraient donc pas repousser les lois racistes en application desquelles leurs propres communautés sont persécutées. Il est ironique de constater qu'au moment même où ces prétendues réformes étaient adoptées, 10 000 familles asiatiques et métisses vivant à Johannesburg étaient averties qu'elles allaient faire l'objet d'évictions sommaires en vertu du *Group Areas Act*. Voilà qui a eu un effet profond et radical sur les deux communautés et explique peut-être pourquoi le régime a décidé de ne pas permettre à ceux qui étaient censés bénéficier de ces prétendues propositions constitutionnelles de participer au référendum du 2 novembre.

305. En dépit de tout cela, les prétendues réformes constitutionnelles ont été bien accueillies dans certains milieux qui y voient la preuve d'un processus de libéralisation en Afrique du Sud et l'annonce du démantèlement de l'*apartheid*. Ma délégation estime cet enthousiasme déplacé. A cet égard, nous nous félicitons de l'adoption par l'Assemblée générale, le 15 novembre, de la résolution 38/11, car il existe un lien fondamental entre les mesures proposées et la politique de bantoustanisation de Pretoria.

306. Alors que les nouvelles réformes offrent aux communautés asiatique et métisse de bien maigres avantages, la solution finale de Pretoria, c'est faire en sorte que l'actuelle population noire n'existe plus. Ainsi, quand le Premier Ministre Botha tente de rassurer l'électorat blanc nerveux en précisant que les actuelles propositions ne comportent « aucun point mystérieux », cela revient à dire qu'il n'est pas question d'octroyer un droit de vote même limité à la population noire étant donné que les 20 millions de personnes en cause sont censées exercer ce droit que leur confère leur citoyenneté non pas à l'intérieur de l'Afrique du Sud, mais dans leurs *homelands* ou leurs Etats respectifs. Voilà à quoi s'oppose le plus ma délégation.

307. La situation dans laquelle se trouvent actuellement les prétendus bantoustans indépendants soulève grandement notre indignation. La sécheresse qui se prolonge dans la région a entraîné des conséquences catastrophiques dans ces bantoustans où, même dans les conditions les plus favorables, 60 p. 100 environ de la population sont obligés d'émigrer pour chercher du travail. Le résultat en est que le taux de mortalité infantile est élevé et que les effets de la malnutrition se font sentir de manière aiguë; ces calamités sont hélas devenues les caractéristiques permanentes de ce paysage désolé de bantoustans. Cependant, le fardeau de ces fléaux naturels est presque négligeable par rapport aux violations des droits de l'homme qui ont lieu dans ces territoires car, même d'après les sinistres normes d'Afrique du Sud, ces violations sont flagrantes et massives.

308. En juillet dernier, par exemple, les résidents de la commune de Mdantsane, dans le Ciskei, ont organisé un boycottage de la Parastatal Transport Company pour protester contre l'augmentation imminente du coût des transports. Bien que cela soit à peine croyable, cette protestation pacifique de la communauté a été immédiatement contrée par toute une série de mesures dictatoriales mises en œuvre par le soi-disant président Lennox Sebe, nommé depuis la prétendue accession du Ciskei à l'indépendance en 1981. Parmi les mesures de répression auxquelles ont eu recours les milices et autres forces de sécurité mobilisées par Sebe figurent, nous citerons l'utilisation d'armes à feu, les arrestations arbitraires, les détentions sans jugement, la torture et d'autres formes de violence physique contre les protestataires qui utilisaient d'autres moyens de transport. Lors de cette campagne de répression, il n'était nullement tenu compte de l'âge ou du sexe des protestataires; c'est ainsi qu'il y a eu des victimes parmi les femmes et les enfants d'âge scolaire. A ce jour, on estime qu'une centaine environ de protestataires ont été tués tandis que plusieurs centaines d'autres ont été blessés. En outre, un grand nombre de personnes sont encore en détention dans le stade de football local, qui est utilisé comme camp de concentration.

309. L'une des caractéristiques les plus troublantes du règne de terreur existant actuellement dans le Ciskei est la répression systématique des syndicats, souvent organisée en coopération étroite avec les autorités de sécurité de l'Afrique du Sud. A plusieurs occasions, des syndicalistes ont été arrêtés dans le Ciskei sur la base de renseignements fournis par la police sud-africaine, et ils ont été emprisonnés et torturés. A d'autres moments, les chefs syndicalistes ont été arrêtés par les autorités sud-africaines et, sans cérémonie, ont été livrés à la police du Ciskei, qui devait se charger de les inculper. Outre qu'ils servent les buts de répartition raciale de l'Afrique du Sud, les bantoustans ostensiblement indépendants sont donc également destinés à s'acquitter de la fonction secondaire qui consiste à réprimer la population africaine au nom de Pretoria.

310. Il est évident que le débat actuel a lieu à une époque critique dans l'histoire de l'Afrique du Sud. Nous assistons en fait aux manœuvres finales d'une stratégie monstrueuse qui a pour but de renforcer et de perpétuer le régime d'*apartheid*. Il est évident que le rêve d'un « Reich qui durera mille ans » est toujours ardemment poursuivi à Pretoria. Cependant, un consensus international s'est nettement dégagé sur le caractère illégal et inadmissible du fléau de l'*apartheid*. Ce consensus a été exprimé dans les résolutions que l'Assemblée générale et d'autres organes des Nations Unies ont successivement adoptées, résolutions que le régime raciste a cependant décidé d'ignorer.

311. Les circonstances actuelles et la tendance inacceptable des événements en Afrique du Sud exigent évidemment l'adoption de mesures plus persuasives. Il est temps que les gouvernements donnent effectivement suite aux paroles qu'ils répètent pieusement depuis 38 ans. L'égoïsme économique et l'opportunisme politique doivent être sacrifiés dans le plus grand intérêt de l'humanité, de la justice et des autres principes que tous les signataires de la Charte des Nations Unies se sont engagés à respecter solennellement, car le fait de ne pas prendre maintenant de mesures efficaces en vue d'éliminer le crime d'*apartheid* ne peut qu'annoncer l'éruption d'une apocalypse dont personne ne profitera.

312. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je vais donner la parole au représentant de l'Iraq, qui souhaite exercer son droit de réponse.

313. M. AL-ZAHAWI (Iraq) [*interprétation de l'anglais*] : Il semble qu'il n'y ait pas de limite à l'hypocrisie et à la propension au mensonge sionistes, comme l'a amplement prouvé l'orateur sioniste ici cet après-midi. Ses attaques calomnieuses contre le Comité spécial contre l'*apartheid*, le Centre contre l'*apartheid*, les Arabes, les pays d'Europe orientale et autres ne constituent qu'une tentative visant à détourner l'attention du coupable, c'est-à-dire l'Afrique du Sud, et de son crime, l'*apartheid*.

314. Tout en dénonçant la futilité de cette tentative visant à blanchir l'acte sioniste et raciste de collaboration et de solidarité avec l'Afrique du Sud raciste, ma délégation mettra à nu la nature de cette collaboration et réfutera les allégations trompeuses du porte-parole de l'entité sioniste et raciste lors de la déclaration qu'elle fera au titre de ce point.

La séance est levée à 20 h 20.

NOTES

1. *Rapport de la Conférence internationale des sanctions contre l'Afrique du Sud, Paris 20-27 mai 1981* (A/CONF.107/8), par. 238.
2. *Ibid.*, sect. X.A.
3. Voir *L'armement nucléaire israélien* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.IX.2), par. 13.
4. Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-deuxième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1977*, document S/12475.
5. *Ibid.*, trente-troisième année, *Supplément d'avril, mai et juin 1978*, document S/12475/Add.1.
6. S/AC.20/17.
7. *The Oxford History of South Africa*, édité par Monica Wilson et Léonard Thompson, vol. I (Oxford, Clarendon Press, 1969), chap. I.
8. Voir *Rapport de la Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid, Lagos 22-26 août 1977* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77. XIV.2 et rectificatif), sect. X.
9. Voir *Rapport de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.XIV.4 et rectificatif), chap. II.
10. União Nacional para a Independência Total de Angola.
11. Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément n° 22A*.
12. Voir *Rapport de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.XIV.4 et rectificatif).